

Rédaction et administration
Casier postal : 85
Haute-Ville, QUEBEC.
Abonnement : \$2.00

LE CRI DE QUÉBEC

Organe de l'Association de la Jeunesse Libérale de Québec

Si les conservateurs attaquent, il faut bien qu'ils pensent que la jeunesse libérale est prête à répondre.

Journal politique et littéraire

COURAGEUX, HONNÊTE ET VRAI

DIRECTEUR : Jean-Charles Harvey

MACKENZIE KING, CHAMPION DE L'AUTONOMIE CANADIENNE

COMMENT RESISTE A L'IMPERIALISME LE PETIT-FILS D'UN GRAND REFORMISTE

Le premier ministre du Canada, en toute circonstance, combat pour la plus grande somme d'indépendance possible dans un Dominion - Canadien avant tout - Nettoyons le pays de la canaille impérialisante.

Durant toute sa carrière, Arthur Meighen fut le négre de la Grande-Bretagne. Avec une touchante fidélité, il a accompli sa fonction de cireur de bottes de l'Empire.

Nous savons que cet homme obéira au moindre désir de Londres. Il l'a dit lui-même quand il a déclaré qu'il saignerait le Canada pour sauver l'Empire.

Nous, Canadiens de vieille souche, poussant ici des racines trois fois séculaires, attachés à nos champs et à nos villages, ne connaissant rien de ce monde que la terre où nous sommes nés et les cimetières où dorment dix générations de nos aïeux, aimant d'amour, plus que tous les jours du globe, y compris la France et l'Angleterre, celui dont nous tirons tout notre sang, toute notre vie, tous nos souvenirs, ne connaissant qu'à travers les brumes d'une histoire lointaine les deux races qui enfantèrent notre peuple sur le sol âpre et douloureux de l'Amérique, nous enfin, qui n'avons jamais été que Canadiens et qui ne serons jamais autre chose, nous pour qui la loyauté est bien plus un devoir qu'un plaisir, nous qui n'avons consenti à reconnaître le droit de conquête que par nécessité et dont l'âme est sans cesse labourée de désirs de liberté, nous qui ne gardons le silence qu'avec la rage du chien d'or rongé par son attend dans son heure, nous qui sentons que nous n'avons d'autre patrie à défendre que le Canada, d'autres foyers à sauver que les nôtres, d'autres enfants à protéger que les nôtres, nous n'admettons pas, nous n'admettrons jamais que des îlots de l'Empire, après avoir transporté leur flotisme au sommet de l'Etat, nous obligent sans nous consulter et contre notre volonté, avec une arrogance d'affranchis parvenus et d'entrepreneurs impuissants, à boucher avec nos milliards et avec la chair et les os de notre jeunesse la fissure d'une digue impériale en danger de crever. Que tout crève en Europe, en Asie, en Afrique et ailleurs, nous n'avons nul désir d'aller nous briser contre la vague qui déferle si nous n'y voyons pas un intérêt national à défendre. L'important, dans tous ces conflits où l'on nous offre toujours l'honneur de sauver la civilisation, c'est que nous ne crèviions pas nous-mêmes. Quelqu'un, là-dessus, a maintes fois prêché l'égoïsme national. J'en suis. Car il n'est pas vrai que le Canada soit toujours en guerre quand l'Angleterre est en guerre, et si le cas se présente de nouveau où des imbéciles voudraient nous entraîner à la chasse au Turc, refusons de marcher ! Laissons cette besogne à ceux que cela paie !

Arthur Meighen n'aimera pas ce langage, je le sais. Son esprit de négre impérial se répuge à la fertilité d'un peuple qui prétend à tous les droits d'une nation libre. Des rumeurs de guerre sillonnent encore le monde. L'Empire a des intérêts à garder sur toutes les parties du globe. Il se battra peut-être de nou-

veau d'ici dix ans, d'ici quatre ans. Si Meighen était élu, avant le premier coup de canon, nos régiments et nos millions danseraient devant l'ennemi. On écraserait la "barbarie". — la barbarie ! — et le martyrologie saxon s'encombrerait encore de saints héros et de "soldats inconnus" sacrifiés à une humanité qui doit tuer et massacrer pour le bonheur et la paix des nations.

Je me faisais ces réflexions, hier soir, en écoutant Mackenzie King, le champion de l'autonomie canadienne. Petit-fils du célèbre agitateur réformiste, William Lyon Mackenzie, qui accepta le titre de rebelle pour nous donner un gouvernement libre et responsable, portant dans ses veines le sang de ce vieil ami de Papineau qui, le 5 décembre 1837, marchait sur Toronto avec une troupe de Canadiens courageux dans l'espoir d'y briser l'oligarchie et le "family compact" du Haut-Canada, il est plus que tout autre jaloux des prérogatives de son pays, de l'autonomie de notre nation, de la souveraineté de notre parlement. Tous ses actes le démontrent. Sa fière réponse à Lloyd George lors de l'incident anglo-turc est significative. M. Henri Bourassa, dont j'approuve en tout point le sentiment anti-impérialiste, disait à ce sujet : "On sait à quelle enseigne loge M. Meighen. C'est un impérialiste déclaré. Il l'a prouvé pendant la guerre et après, au pouvoir et dans l'opposition. Si la guerre s'était de nouveau déchaînée en Europe, à l'occasion du conflit gréco-turc, il voudrait nous y jeter à tout prix. C'est le temps pour les électeurs de s'en souvenir..." Sur cet incident particulier, l'attitude de M. King a été passivement correcte. Au moment de la conférence de Lausanne, il a fait mieux : il a opposé une résistance de principe aux tentatives amorcées par Londres pour le compromettre..."

A propos de ce traité de Lausanne, Mackenzie King refusa d'y lier le Canada et déclara nettement que le Parlement se réservait à lui-même le droit de décider, au mérite, quelle action était juste et convenable de la part du peuple canadien. En d'autres termes, il envoyait poliment la Grande-Bretagne se promener avec son traité. C'était digne de son aïeul William Lyon Mackenzie. Que dire encore de la mentalité purement canadienne de notre chef ? L'élimination de l'ambassadeur britannique pour la signature par un seul Canadien, — en l'occurrence l'hon. M. Lapointe, — de plusieurs traités à Washington, la délimitation d'une partie des frontières canado-américaines par le concours exclusif d'un de nos ministres, le projet de nomination d'un ambassadeur du Canada dans la capitale des Etats-Unis, le lancement de l'idée d'un drapeau national, qui a failli révolutionner M. Meighen et les orangistes ses amis, quoi de plus pour nous convaincre que l'idéal de Mackenzie King est de délivrer notre pays du cauchemar impérialiste et de l'acheminer peu à peu vers l'indépendance la plus complète ?

Ce caractère tranchement canadien, le peuple l'aimera chez King avec autant d'intensité qu'il abhorre l'impérialisme déclaré de Meighen. "Canadiens avant tout !" il n'y a que cela d'important dans la lutte qui se livre aujourd'hui bleus et rouges. Pour moi, c'est, à l'heure actuelle, ma première raison d'être libérale, et si nos compatriotes veulent être aussi logiques avec eux-mêmes en 1925 qu'en 1921, ils donneront de nouveau le coup de pied au petit homme étroit et fanatique qui veut nous agenouiller tous devant l'idée impériale.

Les questions tarifaires, la crise, l'exode, l'immigration, les lamentations de

Billet de la semaine LES BRUTES CIVILISEES

L'histoire est pleine de tristesses. La vie humaine y passe dans des lumières de sang. Toutes les époques sont souillées de spoliations sans nombre, et la brutalité des forts y triomphe du droit des faibles. Les conquêtes des puissants y sont faites, le plus souvent, par amour des beaux gestes féroces ou par l'appétit insatiable des ambitions démesurées.

En lisant certaines pages, nous avons des frémissements de révolte. Nous nous disons heureux d'être descendus plus tard sur cette planète, à l'heure où les démocraties victorieuses permettent aux petites gens de jouir d'un semblant de liberté et de s'imaginer qu'il leur est désormais permis d'agir à leur guise et sans entraves.

Il se peut que nous vivions des temps meilleurs, bien que les nations puissent mieux s'égorger, aujourd'hui, qu'elles s'égorgeaient au temps des Germains et des Gaulois ; il se peut que nous soyons plus civilisés, bien que nous soyons témoins de mille hideurs morales, qui valent bien les hideurs physiques des époques disparues ; il se peut que nous ayons atteint ce stage de l'évolution humaine où il nous soit donné de nous croire plus intelligents et moins singes que nos ancêtres ; mais il n'est peut-être pas vrai que la brute soit morte dans le cœur de l'homme : elle est probablement immortelle.

Il y eut un temps où la brute mordait avec plus d'ostentation, sans honte et sans vergogne ; mais elle était moins sournoise, moins hypocrite et moins venimeuse que celle de nos jours, qui a pris le pelage soyeux de la civilisation, et qui a trouvé le moyen de tuer plus poliment son homme.

Vivant dans une période d'affaires et de transactions financières, c'est dans ce domaine que la brutalité humaine doit nécessairement exercer ses aptitudes et donner libre cours à ses instincts. Car l'âme humaine ne change pas. Suivez-la à travers les siècles, et vous la verrez sans cesse labourée des mêmes passions, des mêmes ambitions, des mêmes haines, des mêmes tourments, des mêmes noblesses et des mêmes beautés.

Alphonse Karr a probablement trouvé le mot de l'immobilité de l'esprit humain, quand il a dit : "Plus ça change, plus c'est pareil".

Les lieux, les circonstances, les objets et les moyens changent ; le fond est stable comme la profondeur de l'océan. Les paroles du poète s'appliquent bien ici :

"La mer y passera et sans laver la [souillure, Car l'abîme est immense et la tache [est au fond.

On sait que le monde des affaires est peuplé de deux éléments bien distincts, en guerre continuelle l'un contre l'autre : le premier est celui qui n'arrive qu'en vertu de la force que donne la compétence, le travail et la persévérance ; le second, privé de compétence et de patience, n'obtient le succès que par la bestialité, la trahison et le vol légalisé ; l'un est formé de ce qui reste de sain et de civilisé.

Suite à la page 4

hustling sur une misère imaginaire, les problèmes de clochers et de bouts de chandelles, tout cela n'est que flux et verbiage. Nous livrons une bataille suprême contre l'impérialisme.

Nous avons une occasion de savoir si la province de Québec veut être européenne, asiatique, africaine, australienne ou simplement canadienne. A elle de choisir entre le Madagascar et le Canada, entre l'Empire et nous.

M. Meighen est de nation impériale. M. King est de nation canadienne. Lequel des deux préférons-nous ?

M. Patenaude, avec ses protestations anti-impérialistes, ne réussira pas à couvrir la face de son chef avoué, Arthur Meighen, pourri d'impérialisme. S'il gagne des sièges, ce sera pour les livrer à l'Empire. En cas de guerre, il ne peserait pas gros dans les décisions d'un cabinet tory. Est-ce que sa démission de

À DROITE ET À GAUCHE ZIGZAGS AUTOUR DE LEURS CANDIDATS

Enfin, nous l'avons eue notre assemblée. Que les bleus en fassent autant.

Plus de dix mille personnes ont écouté et applaudi à outrance le premier ministre du Canada et ses collègues.

Que viendra faire maintenant Meighen dans cette galère ?

A l'Assemblée Patenaude, il n'y avait pas la moitié autant d'enthousiasme qu'à celle de Saint-Sauveur.

A Saint-Laurent, Patenaude n'a parlé qu'à deux mille personnes... Et la moitié était contre lui... après l'avoir entendu.

C'est pourquoi les bleus attrapperont la plus belle récolte de leur vie le 29 octobre prochain.

L'impérialiste, qui est un sans-patrie, ne valcra jamais le Canadien, qui a notre patrie.

Patenaude voudrait répéter 1911. Seulement, il lui manque l'homme de 1911, Henri Bourassa. Les grands mouvements politiques ne se font pas avec des pygmées.

Armand Lavergne est chef de l'organisation bleue. C'est un signe que les bleus vont perdre, car, chaque fois qu'Armand entreprend de faire perdre quelqu'un, il y réussit. Quelques-uns se demandent même s'il n'est pas fait bleu tout exprès pour faire perdre la poussière aux impérialistes. Il en est bien capable.

Le professeur de diction, Drapeau, prétend qu'Adhémar fait des progrès considérables en art oratoire. Il lui fait dire souvent, et avec des tons aussi variés que "la tirade des nez", de Cyrano, cette phrase du vocabulaire Antoine : "Mesdames et Messieurs, j'ai commencé au bas de l'échelle, et j'y suis resté."

Mais Philémon n'a jamais pu s'assimiler cette phrase-là.

Le matin a décidé que Riel ne fut pas un héros. Du moment que les bleus l'ont pendu, il faut bien se rendre à l'évidence : il ne fut pas un héros. Ne méritent le nom de héros que ceux qui veulent empêcher le monde de voter en le menaçant de revolver. C'est héroïque par exemple !

Roger chante maintenant dans l'oreille de son très cher ami, Rodolphe Monty : (Air "Il a gagné ses épaulettes...")

Il a regagné sa couchette, Fanfanon, fanfarette, Il a regagné sa couchette, Fanfanon s'est couché !

Bolivar Gosselin me dit hier : "Je crois maintenant à la météorogéose."

—Qu'est-ce qui te fait croire en cette théorie qui veut que l'âme d'un homme, après sa mort, puisse passer dans le corps d'un cochon ou d'un autre animal et vice-versa ? —Tu me demandes qu'est-ce qui me fait croire en cela ? C'est fort simple : je viens de voir l'âme du défunt Judas dans le corps de L.-J. Gauthier.

Il paraît que Cl-Git Lockwell se mettra en culottes bouffantes, lors de la visite de Meighen à la Conscription. Il veut soulever plus d'enthousiasme que Mackenzie King. Nous ignorons s'il soulèvera beaucoup d'enthousiasme, mais il soulèvera sûrement le fourire.

Meighen se lavera-t-il les mains avant de venir à Québec ? Il y a du sang dessus.

Pierre Audet ne fera pas une belle chasse. C'est un mauvais tireur, il reviendra bredouille. Ce sera un four nié, mais un four tout de même.

Montmagny a déjà été rongé par la vague. Or, il paraît qu'il y sentait la houle lors de la dernière assemblée bleue.

Il faut être naïf comme un poète lyrique pour croire en la sincérité de Patenaude. Que vient nous chanter ce franc mon avec son indépendance, quand il ne cesse de nous dire qu'il ne s'agit pas de parti indépendant, mais bien de marcher derrière Meighen ?

Est-ce là le fait d'un homme sincère ? Est-ce même le fait d'un homme sensé ? C'est avec des déclarations stupides comme celle-là qu'on abrute son monde.

1917 a empêché quelque chose ? Pourrait-il faire plus que démissionner en 1927 ou en 1930 ?... Alors, à quoi servent ses déclarations, du moment qu'il écrase ses flancs mous devant le caïmacam de l'Empire au Canada ?

Jean-Charles HARVEY

Monsieur Esioff Patenaude grand homme négatif

Mon ami Gosselin (Bolivar) se précipita chez moi : —"As-tu lu le manifeste de Patenaude ?"

—"Lequel," ai-je répondu en riant : "Celui de 1908, celui de 1903, celui de 1917 ou bien celui du 14 septembre 1925. Il y en a plusieurs, comme tu sais, en autant qu'on puisse appeler "manifestes" des déclarations vagues et sans aucune espèce de précision ou de portée."

—"Je parle du dernier," dit-il, "n'y trouves-tu rien d'intéressant ?"

—"J'y trouve qu'il perd ou la mémoire ou le cœur ou l'esprit, et je lui laisse le privilège de s'analyser afin de voir "s'il n'a pas perdu les trois, bien que je le soupçonne de dissimuler sa pensée, et de cacher ses petites ambitions personnelles sous le masque du patriotisme, auquel cas il ne serait peut-être "dantes, du moins suffisantes pour justifier l'espoir que les conservateurs mettent en lui, et qui ne dépasse guère le gain de l'élection présente, car ils admettent tous, bien volontiers, qu'une fois les élections faites, si Meighen est "au pouvoir, c'est Meighen qui mènera !"

—Oh ! ils le savent bien ! Ils le sentent profondément, mais ils ne l'admettent pas tous.—En public, les "bleus" nous parlent d'un Ministère Meighen-Patenaude ou Patenaude-Meighen absolument comme sous l'Union on disait Lafontaine-Baldwin ou MacDonald-Taché.

Cela se dit dans les rues et cela s'adresse au peuple qui ne sait pas toujours que la Confédération ayant supprimé le Haut et le Bas Canada a supprimé également le Ministère à deux têtes.—Depuis 1867, le Canada confédéré n'a plus qu'une tête, et si Arthur Meighen arrivait au pouvoir, ce serait même une tête assez étroite, qu'un homme doux, nul et mou comme Patenaude n'élargirait pas."

—"Doux, nul et mou", grogna Gosselin (Bolivar), "sur quoi bases-tu ton opinion pour lui donner pareille figure d'incapable ? de gougeon ou de mou-ton national ?"

—"Sur sa carrière totale, mon vieux, et je n'aurais aucune misère à te convaincre, toi que ne séduit ni l'artifice ni l'appareil, et qui déteste les "snobs" "aux petites finesses, comme les paradeurs en papier mâché."

J'aime beaucoup mon ami Gosselin (Bolivar) d'abord parce qu'il est original, et ensuite parce qu'il est très instruit. Il a à présent un bon caractère, mais ça n'a pas toujours été ainsi. C'est un tigre qui s'est volontairement rongé les griffes quand il a compris le néant de déchirer ses proies. En d'autres termes, c'est un homme apaisé par la certitude d'une mort prochaine (—qu'est-ce que trente ans ?)—et qui sent l'inutilité d'essayer à réformer le genre humain, et même d'essayer à faire comprendre aux masses certaines vérités élémentaires contre lesquelles elles se bûtent parfois.

"Je perds l'énergie de me fâcher", me répète-t-il certains jours quand il voit dans les foules certaines manières ou certains engouements politiques que sa claire intelligence réprovoque. Les "snobs" surtout, ceux dont Thackeray a dressé la liste et fait un catalogue immortel, lui déplaisent souverainement, mais ayant apaisé sa colère, il ne clame rien contre eux ; il se contente d'en rire, et les observant copieusement, il traduit ses sarcasmes en petits vers humoristiques qu'il ne publie pas, mais qu'il montre parfois à ses amis. Comme son érudition est formidable, sa mémoire heureuse et son imagination intarissable, l'on trouve de tout dans ses papiers, et l'on trouve de tout dans sa conversation. Mais le mépris des "snobs" en politique l'a jeté dans un excès contraire et pendant plu-

sieurs années depuis la défaite de Laurier et la retraite de Bourassa, il n'avait guère accordé à nos hommes publics canadiens-français l'attention qu'ils méritaient peut-être ; il aimait mieux étudier l'histoire européenne et la prodigieuse transformation de la vie moderne.

Seules, la grande crise que nous traversons, la nécessité d'y faire face, et l'apreté de la présente campagne électorale, ont pu ramener son esprit investigateur de ce côté-ci de l'Océan, et lui faire souvent lever les épaules de dégoût devant certains programmes économiques, destinés à leurrer les électeurs et à couvrir les turpitudes du temps de la guerre.—Gosselin (Bolivar) est un esprit large, et, en dépit de ses sarcasmes, c'est un cœur généreux.—Ce n'est pas un conservateur, mais il avait sans savoir pourquoi, conçu de l'estime pour Patenaude, et voilà comment il m'apportait ce soir-là la nuageuse déclaration du 14 Septembre, où, dit-il, "il n'avait rien trouvé de mal de prime abord."

—"Concedo", lui cria-je, "c'est un discours qui est assez remarquable par les défauts qu'il ne contient pas et non pas "par les qualités qu'il possède. Cela lui ressemble. C'est ni chair ni poisson, ni laine-ni coton, ni vieux ni jeune, ni mort ni vivant, incolore, inodore, banal, ordinaire et nul comme lui-même. Patenaude est un homme distingué, mais je te le dis il n'est remarquable que par son perpétuel sourire, la longueur de sa cravate et la couleur de ses gants. Donne un peu son manifeste et digère-moi ce "la" !"

"Un gouvernement sans majorité a pendant quatre ans aggravé le malaise général et les surprises d'une politique "sans boussole ont fait fléchir les énergies et arrêté le développement de la "nation."

—"Comme début, à qui cela ressemble-t-il ? A Jérôme Paturot, Joseph Prudhomme ou au pharmacien, Homais ?"

—"Aux trois, mais surtout à Joseph Prudhomme."

"Patenaude aurait dû ajouter : "Le char de l'Etat navigue sur un volcan" ! —"Sans compter que "le développement de la nation" ce n'est pas du bon style. Mais qu'importe, continuons.—"Le poids des impôts devient de plus en plus lourd à supporter"... (A qui la faute si ce n'est au Gouvernement Borden dont Patenaude faisait partie ?)

"L'exode des nôtres est alarmant" (résultat de la politique conservatrice qui a tari le trésor et provoqué cet exode par les lourds impôts ci-dessus mentionnés.)

"Une grande inquiétude règne dans les affaires et dans les esprits" (Mauvais style, Maître Homais ! mais passons). En un mot nous traversons une crise. Nous marchons à la ruine économique. L'esprit national s'affaiblit. L'Unité canadienne est menacée, nous sommes saisis au cœur par l'absorption américaine. Il faut reconstituer les liens de la nation, faire naître l'harmonie et la confiance nationale et résoudre sans retard nos problèmes économiques pour l'avantage de toutes les parties du pays." Accumulation de phrases perichoneuses. Moi—Avez-vous jamais vu une telle accumulation de phrases, ne contenant pas une seule précision, pas un seul mot qui n'ait quidam quelconque, Gaudissart ou Rond-de-Cuir, ne saurait dire à l'occasion, dans la taverne du coin de la rue ? Mais pour le moment passons ! Continuons. Nous quittons Perrichon pour Monsieur Homais. "Je crois encore que les principes posés par Cartier et MacDonald et appliqués avec soncécité constituent la meilleure garantie de notre sécurité nationale et de notre progrès économiques."

(O vous ! illustre pharmacien de Flaubert, et vous, célèbres Bouvard et Pécuchet, vous êtes largement dépassés

Suite à la page 4

Accueil triomphal à l'Hon. Lucien Cannon à l'Union Lib.

A une assemblée nombreuse et enthousiaste des membres de l'Union Libérale, mercredi soir, l'hon. M. Lucien Cannon, a fait éloquentement le procès des hommes politiques qui cherchent depuis des années à rabaisser à leur niveau l'idéal canadien, après avoir été par leurs abus de confiance et leurs scandales administratifs d'autrefois, la cause directe de tous les maux qu'ils mettent hypocritement au compte du parti libéral.

L'assemblée, présidée par M. le Dr Eudore Parent, a fait au nouveau solliciteur-général lorsqu'il est apparu sur l'estrade un accueil vraiment triomphal. Les applaudissements, les acclamations bruyantes et les hurrahs se sont succédés sans interruption pendant plusieurs minutes et l'ovation a pris fin avec le refrain populaire: "Il a gagné ses épaulettes."

MM. l'échevin Lesage et M. Oscar Boulanger, avocat, sur l'invitation du président, adressèrent, eux aussi, la parole à l'auditoire qui les avait vigoureusement applaudis.

La séance a débuté par une excellente nouvelle à l'adresse de la population ouvrière de St-Sauveur. Tous ceux, en effet, qui désirent travailler pour la Commission du Havre ont été invités, séance tenante, à soumettre leur offre de service afin de recevoir des lettres de présentation qui leur permettront de se mettre à la besogne dès lundi prochain.

Une cinquantaine d'ouvriers se sont présentés sur-le-champ pour profiter de l'aubaine.

M. Oscar Boulanger en était à rappeler les tactiques de division employées par les torys lorsque l'hon. M. Cannon fit son apparition.

Nous avons vu avec quel enthousiasme il fut accueilli.

L'orateur s'interrompit alors pour faire un éloquent éloge du nouveau solliciteur-général avant de lui laisser la tribune. "Le premier à la bataille dit-il et le premier à l'honneur."

Sous une autre forme le président de l'assemblée, M. l'échevin Eudore Parent exprima lui aussi toute l'admiration qu'il avait pour l'indomptable lutteur qui, depuis de longues années déjà, incarnait dans Lucien Cannon l'espoir et les aspirations de la Jeunesse libérale.

Le gouvernement de l'hon. MacKenzie King le récompense aujourd'hui des services rendus à la cause commune et ce n'est que justice.

M. le Dr Parent félicita l'Union Libérale d'avoir été la première à faire au solliciteur-général une démonstration populaire.

M. Cannon, dit-il, en conservera assurément un bon souvenir et tout ce que la population de St-Sauveur lui demandera lorsqu'il sera revenu à Ottawa, il ne pourra faire autrement que de le lui accorder. (Appl.)

M. CANNON

L'hon. M. Cannon commence par mettre au compte de l'amitié sincère qui l'a toujours uni à la jeunesse libérale, à la population de la ville et du district de Québec, les éloges et les beaux sentiments que l'on vient d'exprimer à son adresse.

Ses premières paroles au début de cette campagne électorale, il est heureux de les adresser à un club qui a toujours eu son admiration profonde et à un homme (M. le Dr Parent) qui a toujours manifesté l'attachement le plus sincère au parti libéral et dont le nom est synonyme de progrès.

Ces paroles, il est heureux de les prononcer devant les jeunes libéraux qui livrent les batailles d'aujourd'hui, et les vieux qui portent encore les cicatrices des rudes campagnes d'autrefois.

Rappelant qu'il était né à Arthabaska, presque à l'ombre de la maison de Laurier, l'hon. M. Cannon évoque incidemment le souvenir du grand disparu; de celui qui semblait aux beaux soleils couchants des soirs d'été, continue d'illuminer encore notre firmament politique de toute la lumière de ses principes, de son histoire et de ses traditions. C'est pourquoi lorsqu'il s'est agi de discuter l'endroit où devait se tenir la première grande assemblée politique de la campagne actuelle dans le district de Québec, on a décidé que ce devait être ici, à Saint-Sauveur où se prolonge encore l'écho du grand nom de Laurier.

Et quand, mercredi soir, l'hon. M. King vous parlera vous pourrez l'applaudir comme vous applaudissez Laurier, parce que King est l'héritier direct de ses principes et de son idéal canadien.

Parce qu'il fut son élève et le seul qui ait eu le courage de rester près du vieux chef dans la tourmente et parmi les abandons qui attristèrent ses derniers jours. Vous applaudirez King, poursuit l'hon. M. Cannon parce qu'il est l'auteur d'une législation du travail qui vous est salutaire et qu'il est le représentant de la jeunesse ardente.

Elargissant ensuite le champ de ses pensées, le solliciteur-général démontre qu'il importe d'appuyer MacKenzie-King pour tout ce qu'il a fait dans l'intérêt de la ville de Québec, de la province et du Canada tout entier. A ce dernier point de vue, King héritier de Laurier, a travaillé sans cesse à harmoniser les relations de province à province, et c'est lui qui a réclamé le plus fermement l'autonomie canadienne auprès du gouvernement impérial.

King et Lapointe ont été les fidèles serviteurs de Québec.

Quelle meilleure preuve en peut-on avoir que les millions versés par eux pour le développement de notre ville et de son port, et qui bénéficieront de cet argent si ce n'est notre population elle-même et tout particulièrement notre classe ouvrière.

Fidèles serviteurs de Québec et de la province, King et Lapointe méritent que le peuple de Québec les en récompense comme le Maître dans l'Evangile, récompensa le serviteur qui a fait fructifier le talent qu'on lui avait confié.

A qui doit-on, si ce n'est aux sympathies de M. King pour les canadiens-français, de voir aujourd'hui nos compatriotes occuper les plus hautes fonctions dans la plupart des Commissions importantes du gouvernement,

là, où ne figurait, du temps des torys, pas un seul nom à consonnance française.

Les bleus ne jugèrent point les autres dignes ou capables d'être délégués à cette grande organisation qui représente l'âme universelle à Genève: la "Ligue des Nations". L'hon. M. King y délégué successivement deux de nos hommes d'Etat éminents: les honorables MM. Lapointe et Dandurand. Et prouve que le choix de M. King fut judicieux c'est que nos représentants jouèrent là-bas un rôle si efficace que la "Ligue" n'ait pu choisir l'hon. M. Dandurand comme son président général. (Appl.) Par tout, on constate que les nôtres ont été à l'honneur.

La politique de l'hon. MacKenzie King, continue l'orateur, a été une politique vraiment nationale, par contraste avec les manœuvres d'immondices accomplies par l'administration précédente.

Rappelez-vous, s'écrie l'hon. M. Cannon, les hommes qui rôdaient autour des armées canadiennes comme des vautours pour s'emparer des cadavres que la victoire laissait après elle! Rappelez-vous les scandales de guerre, la loi du ballon, celle des votes des soldats, etc.

Rappelez-vous que derrière les conservateurs d'aujourd'hui se cachent les mêmes hommes de 1911, de 1914 et de 1917.

Allons-nous oublier tout cela et que ce sont ces mêmes particuliers qui viennent encore aujourd'hui solliciter votre confiance?

L'hon. M. Cannon trace ici un tableau évocateur de la situation dans laquelle se trouvait le pays à l'époque où le gouvernement King prit le pouvoir.

En 1921, dit-il, l'oeuvre de Laurier avait été détruite. Les races et les provinces étaient dressées les unes contre les autres, les intérêts de l'Est en conflit avec ceux de l'Ouest, l'unité canadienne en déroute, le problème ferroviaire devenu un casse-tête chinois.

L'hon. MacKenzie-King a voulu que les chemins de fer fussent remis entre les mains d'administrateurs compétents, que la dette fût diminuée, que le Canada occupât dans l'Empire une position autonome.

Quelle a été la fière réponse de King aux dernières objurgations impériales réclamant de nouveaux soldats et encore de l'argent?

Fidèle à son programme, le premier libéral du Canada a répondu:

"Pas un soldat et pas un sou ne sera dépensé avant que le parlement canadien ne se soit prononcé sur le cas."

Cette attitude fait contraste avec celle de Melgheun qui disait en la même circonstance: "Il faudrait envoyer immédiatement tous les soldats et tout l'argent qu'il faut à l'Angleterre pour l'aider à supporter la guerre."

Avant de terminer, l'hon. M. Cannon adresse un mot spécial à l'ouvrier.

Depuis des mois, dit-il, des hommes sont venus solliciter jusqu'à votre table d'attente pour vous dire que le gouvernement King avait ruiné l'industrie et que vos députés n'avaient pas fait leur devoir.

Messieurs, vous savez que l'industrie n'a pas été ruinée par King, ni par les députés de Québec qui ont à coeur autant que quiconque, le développement de leur ville.

Ici l'hon. M. Cannon fait un vibrant éloge de l'hon. M. Ernest Lapointe, né d'une famille humble et qui par ses talents et son travail a su s'élever à l'un des postes les plus responsables et les plus élevés que pouvait lui confier le gouvernement de son pays. Non l'industrie de la chaussure n'a été détruite à Québec ni par Lapointe ni par King, qui l'ont au contraire aidée en abaissant les premières spécifications du tarif.

Et la preuve que le gouvernement King avait à coeur le maintien de l'industrie de la chaussure c'est qu'il a appelé le président même de l'Association des fabricants de la chaussure dans la province, M. Daoust, de Montréal, à faire partie de la Commission du tarif, afin de faire bénéficier l'industrie tout entière de ses suggestions et de ses conseils.

Mais pourquoi discuter, s'écrie M. Cannon, lorsqu'on voit que les manufacturiers qui créent à la trahison sont les mêmes hommes qui mettaient dans l'arène politique des candidats conservateurs en opposition à sir Wilfrid Laurier, à l'époque où il tentait d'établir un régime de réciprocité avec les Etats-Unis.

Comme certains négociants frauduleux qui essaient de se dérober à la banqueroute financière en se plaçant "sous la jupe de leur femme", le parti conservateur tente aujourd'hui de se dérober à la vindicte publique en se cachant sous la jupe d'une femme comode: la protection.

Si l'on veut entendre par protection, un tarif raisonnable et impartialement réparti, s'écrie M. Cannon, nous en sommes. Mais si le mot protection signifie l'abus des uns au détriment des autres nous n'en sommes pas. Nous voulons des privilèges égaux pour tout le monde et ne voulons d'injustes privilèges pour personne."

L'hon. M. Cannon a terminé en affirmant de nouveau son allégeance aux grands principes politiques de Laurier et en exprimant l'espoir que la brave population de St-Sauveur lui conservera toujours une amitié dont il tâchera de se montrer digne.

M. Lévesque, vice-président du club, a cordialement remercié l'hon. M. Cannon et l'assemblée a pris fin par de bruyants hurrahs en son honneur.

la masse, qu'on vote pour Meighen!

Mais si l'on veut l'harmonie de toutes les provinces de l'Atlantique au Pacifique, le maintien de la Confédération, la politique vraiment canadienne contre la politique de favoritisme et d'exceptions, qu'on vote pour MacKenzie-King!

Que l'esprit tory ne s'infilte pas chez nous, car c'est le poison dont nous avons failli mourir et dont nous nous sommes purgés en 1921. Nous ne boirons pas ce poison en 1925.

Enfin, si tout a changé pour le mieux, dans le pays et pour la province de Québec, depuis 1921, c'est grâce à MacKenzie-King, disciple fidèle de Sir Wilfrid Laurier, continuant de sa pensée et de son oeuvre, véritable homme d'Etat venu à son heure, ami des Canadiens-français, ennemi des haïnes et de la politique de clan, Canadien dans la plus large acception du mot.

Il vient au milieu de nous avec l'aurore du patriotisme le plus pur et le plus sincère. Que notre population se porte sur ses pas et lui soit, par son enthousiasme, le culte qu'elle garde à ceux de ses chefs qui servent le mieux la patrie.

(Le "Soleil")

HOMMAGES A L'HON. M. KING

Canadien avant tout! Telle est la devise de MacKenzie-King, devise qu'il ne s'est pas contenté de ériger sur les hustings, mais qu'il a mise en pratique dans tous les actes de sa carrière.

Patriote jusqu'à la moelle, ce grand Canadien n'a cessé de travailler à l'unité de notre pays.

Contrairement à son adversaire, Arthur Meighen, il a voulu cimenter l'union des provinces et des races, de façon à ce que toutes collaborent harmonieusement à la grandeur de la patrie.

Pendant que les tories, instruments dociles de quelques gros intérêts et des éléments orangistes de l'Ontario, cherchent à dresser l'est contre l'ouest et à exploiter le sentiment anti-Québec dans certaines parties du pays, les libéraux, conduits par MacKenzie-King, font taire les inimitiés nationales en rendant à chacun la part qui lui revient dans la confédération.

Sous M. Meighen la province de Québec servait de cible à une partie de la grosse presse bleue qui ne se gênait pas d'insulter le nom canadien-français. Le chef tory laissait passer injure sur injure sans protester tandis que, dans son cabinet crampou, ne figurait pas un seul de nos compatriotes élu par le peuple.

MacKenzie-King arrivé. Tout de suite les droits des nôtres sont reconnus. Cinq Canadiens-français, tous hommes qui avaient joué un rôle considérable dans la politique canadienne, sont nommés ministres. Après un régime où nous avions été ignorés et bafoués, c'était une éclatante revanche de nos droits et de notre prestige.

En outre, dans les grands services, dans les commissions importantes, une foule de nôtres sont bientôt appelés à occuper des fonctions responsables et nous reprenons ainsi la part d'autorité que nous avait enlevée le groupe anti-canadien-français représenté par Arthur Meighen.

Et comme si MacKenzie-King eût tenu à réparer à la face du monde entier les injustices dont notre race avait été victime, il fit représenter le Canada à la Société des Nations par des hommes de sang français, les honorables Groulx, Lapointe, Bédard et Dandurand, celui-ci élu maintenant président de ce tribunal suprême des peuples. Jamais l'ancien régime ne nous eût accordé tant d'honneur, car, sous lui, on cherchait à nous livrer au mépris de nos compatriotes de langue anglaise.

Lors de la dernière session, conservateurs et libéraux eurent une occasion de manifester leurs sympathies respectives à l'égard de la ville et de la région de Québec. Il s'agissait de voter \$5,000,000 au port de la vieille capitale. Nos ministres, les Lapointe, les Bédard, les Bureau et les Carlin démontrèrent la nécessité d'une telle avance pour permettre le développement normal de nos activités maritimes. Le groupe tory combattit le projet jusqu'à la fin, et, s'il n'eût tenu qu'à celui-ci on ne donnait pas un sou à l'ouvrier de Québec.

De quel côté sont donc nos amis? Dans le camp des fauteurs de discorde nationales ou dans le parti de l'unité canadienne? Chez ceux qui ont dépeupillé notre race de toute autorité ministérielle ou chez ceux qui lui ont rendu toutes ses prérogatives, tous ses droits, tous ses honneurs? Chez ceux qui lui ont refusé des avances de capitaux essentielles ou chez ceux qui les lui ont obtenus de haute lutte?

C'est au peuple de Québec qu'il appartient de choisir.

Si l'on veut que la province de Québec soit de nouveau mise au rancart par le groupe tory, instrument des gros intérêts et des orangistes, qu'on vote pour Meighen!

Mais si l'on veut la justice pour tous et pour chacun, le respect des droits de chaque province et de chaque race, l'équitable représentation au conseil de la nation, qu'on vote pour MacKenzie-King!

Si l'on veut un conflit entre l'est et l'ouest, la démolition du pacte confédératif, la domination autocratique d'une carte aux dépens de

la masse, qu'on vote pour Meighen!

Mais si l'on veut l'harmonie de toutes les provinces de l'Atlantique au Pacifique, le maintien de la Confédération, la politique vraiment canadienne contre la politique de favoritisme et d'exceptions, qu'on vote pour MacKenzie-King!

Que l'esprit tory ne s'infilte pas chez nous, car c'est le poison dont nous avons failli mourir et dont nous nous sommes purgés en 1921. Nous ne boirons pas ce poison en 1925.

Enfin, si tout a changé pour le mieux, dans le pays et pour la province de Québec, depuis 1921, c'est grâce à MacKenzie-King, disciple fidèle de Sir Wilfrid Laurier, continuant de sa pensée et de son oeuvre, véritable homme d'Etat venu à son heure, ami des Canadiens-français, ennemi des haïnes et de la politique de clan, Canadien dans la plus large acception du mot.

Il vient au milieu de nous avec l'aurore du patriotisme le plus pur et le plus sincère. Que notre population se porte sur ses pas et lui soit, par son enthousiasme, le culte qu'elle garde à ceux de ses chefs qui servent le mieux la patrie.

(Le "Soleil")

Le ministère des Travaux publics recevra jusqu'à midi le jeudi, 8 octobre 1925, des soumissions pour la construction d'un prolongement au quai, à Chandler, comté de Gaspé, P.Q., lesquelles soumissions devront être cachetées, adressées au sous-ministre et porter sur leur enveloppe, en sus de l'adresse, les mots: "Soumission pour un prolongement au quai, Chandler, P. Q."

On peut consulter les plans et les formules de contrat, et se procurer des devis et des formules de soumission au ministère des Travaux publics, à Ottawa, aux bureaux de ingénieurs de district, édifice St. Lawrence Tower, Rimouski, P.Q., édifice de poste, Québec, P.Q. et station postale "H", Montréal, P. Q., ainsi qu'au bureau de poste, Chandler, P. Q.

On ne tiendra compte que des soumissions faites sur les formules fournies par le ministère conformément aux conditions mentionnées dans les dites formules.

Un chèque égal à 10 p. 100 du montant de la soumission, fait à l'ordre du ministre des Travaux publics et accepté par une banque à charte, devra accompagner chaque soumission. On acceptera aussi comme garantie des bons du Dominion du Canada et des bons de la compagnie du chemin de fer National-Canadien, ou des bons et un chèque, si c'est nécessaire, pour compléter le montant.

REMARQUE.—On peut se procurer au ministère des Travaux publics des tracés bleus (blue prints) en fournissant un chèque de banque accepté, pour la somme de \$20.00, payable à l'ordre du ministre des Travaux publics. Ce chèque sera remis si le soumissionnaire offre une soumission régulière.

Par ordre, S. E. O'BRIEN, Secrétaire.

Ministère des Travaux publics, Ottawa, le 17 septembre 1925.

Le ministère des Travaux publics recevra jusqu'à midi le jeudi, 8 octobre 1925, des soumissions pour la reconstruction d'une partie de la superstructure du quai à Maria comté de Bonaventure, P.Q., lesquelles soumissions devront être cachetées, adressées au sous-ministre, et porter sur leur enveloppe, en sus de l'adresse, les mots: "Soumission pour la reconstruction du quai, Maria, P.Q."

On peut consulter les plans et les formules de contrat, et se procurer des devis et des formules de soumission au ministère des Travaux publics, à Ottawa, aux bureaux de ingénieurs de district, édifice St. Lawrence Tower, Rimouski, P.Q., et aux bureaux de poste de Carleton Place et de Maria, P.Q.

On ne tiendra compte que des soumissions faites sur les formules fournies par le ministère conformément aux conditions mentionnées dans les dites formules.

Un chèque égal à 10 p. 100 du montant de la soumission, fait à l'ordre du ministre des Travaux publics et accepté par une banque à charte, devra accompagner chaque soumission. On acceptera aussi comme garantie des bons du Dominion du Canada et des bons de la compagnie du chemin de fer National-Canadien, ou des bons et un chèque, si c'est nécessaire, pour compléter le montant.

REMARQUE.—On peut se procurer au ministère des Travaux publics des tracés bleus (blue prints) en fournissant un chèque de banque accepté, pour la somme de \$10.00, payable à l'ordre du ministre des Travaux publics. Ce chèque sera remis si le soumissionnaire offre une soumission régulière.

Par ordre, S. E. O'BRIEN, Secrétaire.

Ministère des Travaux publics, Ottawa, le 17 septembre 1925.

cordialement remercié l'hon. M. Cannon et l'assemblée a pris fin par de bruyants hurrahs en son honneur.

la masse, qu'on vote pour Meighen!

Mais si l'on veut l'harmonie de toutes les provinces de l'Atlantique au Pacifique, le maintien de la Confédération, la politique vraiment canadienne contre la politique de favoritisme et d'exceptions, qu'on vote pour MacKenzie-King!

Que l'esprit tory ne s'infilte pas chez nous, car c'est le poison dont nous avons failli mourir et dont nous nous sommes purgés en 1921. Nous ne boirons pas ce poison en 1925.

Enfin, si tout a changé pour le mieux, dans le pays et pour la province de Québec, depuis 1921, c'est grâce à MacKenzie-King, disciple fidèle de Sir Wilfrid Laurier, continuant de sa pensée et de son oeuvre, véritable homme d'Etat venu à son heure, ami des Canadiens-français, ennemi des haïnes et de la politique de clan, Canadien dans la plus large acception du mot.

Il vient au milieu de nous avec l'aurore du patriotisme le plus pur et le plus sincère. Que notre population se porte sur ses pas et lui soit, par son enthousiasme, le culte qu'elle garde à ceux de ses chefs qui servent le mieux la patrie.

(Le "Soleil")

A L'ENCONTRE DES PESSIMISTES

Nous lisons dans la Presse:

Les taxes sont diminuées de \$48,000,000; la dette nationale l'est de \$6,000,000; le chiffre des faillites est considérablement et heureusement à la baisse pour le mois dernier; les rentrées d'impôts continuent d'aller rondement; la construction, enfin, est poussée de l'avant avec un entrain qui témoigne que partout renaît la confiance des années d'avant-guerre. Voilà donc de quoi nous permettre d'accueillir avec un formidable éclat de rire les prophéties de nos farouches Ezéchiel en raccourci vouant périodiquement le pays au souffle dévastateur de la faillite et de la mort.

Le ministère des Travaux publics recevra jusqu'à midi le jeudi, 8 octobre 1925, des soumissions pour la construction d'un prolongement au quai, à Chandler, comté de Gaspé, P.Q., lesquelles soumissions devront être cachetées, adressées au sous-ministre et porter sur leur enveloppe, en sus de l'adresse, les mots: "Soumission pour un prolongement au quai, Chandler, P. Q."

On peut consulter les plans et les formules de contrat, et se procurer des devis et des formules de soumission au ministère des Travaux publics, à Ottawa, aux bureaux de ingénieurs de district, édifice St. Lawrence Tower, Rimouski, P.Q., édifice de poste, Québec, P.Q. et station postale "H", Montréal, P. Q., ainsi qu'au bureau de poste, Chandler, P. Q.

On ne tiendra compte que des soumissions faites sur les formules fournies par le ministère conformément aux conditions mentionnées dans les dites formules.

Un chèque égal à 10 p. 100 du montant de la soumission, fait à l'ordre du ministre des Travaux publics et accepté par une banque à charte, devra accompagner chaque soumission. On acceptera aussi comme garantie des bons du Dominion du Canada et des bons de la compagnie du chemin de fer National-Canadien, ou des bons et un chèque, si c'est nécessaire, pour compléter le montant.

REMARQUE.—On peut se procurer au ministère des Travaux publics des tracés bleus (blue prints) en fournissant un chèque de banque accepté, pour la somme de \$20.00, payable à l'ordre du ministre des Travaux publics. Ce chèque sera remis si le soumissionnaire offre une soumission régulière.

Par ordre, S. E. O'BRIEN, Secrétaire.

Ministère des Travaux publics, Ottawa, le 17 septembre 1925.

Le ministère des Travaux publics recevra jusqu'à midi le jeudi, 8 octobre 1925, des soumissions pour la reconstruction d'une partie de la superstructure du quai à Maria comté de Bonaventure, P.Q., lesquelles soumissions devront être cachetées, adressées au sous-ministre, et porter sur leur enveloppe, en sus de l'adresse, les mots: "Soumission pour la reconstruction du quai, Maria, P.Q."

On peut consulter les plans et les formules de contrat, et se procurer des devis et des formules de soumission au ministère des Travaux publics, à Ottawa, aux bureaux de ingénieurs de district, édifice St. Lawrence Tower, Rimouski, P.Q., et aux bureaux de poste de Carleton Place et de Maria, P.Q.

On ne tiendra compte que des soumissions faites sur les formules fournies par le ministère conformément aux conditions mentionnées dans les dites formules.

Un chèque égal à 10 p. 100 du montant de la soumission, fait à l'ordre du ministre des Travaux publics et accepté par une banque à charte, devra accompagner chaque soumission. On acceptera aussi comme garantie des bons du Dominion du Canada et des bons de la compagnie du chemin de fer National-Canadien, ou des bons et un chèque, si c'est nécessaire, pour compléter le montant.

REMARQUE.—On peut se procurer au ministère des Travaux publics des tracés bleus (blue prints) en fournissant un chèque de banque accepté, pour la somme de \$10.00, payable à l'ordre du ministre des Travaux publics. Ce chèque sera remis si le soumissionnaire offre une soumission régulière.

Par ordre, S. E. O'BRIEN, Secrétaire.

Ministère des Travaux publics, Ottawa, le 17 septembre 1925.

cordialement remercié l'hon. M. Cannon et l'assemblée a pris fin par de bruyants hurrahs en son honneur.

NOUVEAUX TAUX DE TRANSPORT SUR LA RIVE SUD

Le public a la plus belle occasion de voyager à un prix qui équivaut au prix du gros, en achetant des Passes Hebdomadaires.

TRANSPORT A MOINS DE 5cts

LEVIS TRAMWAYS CO

Téléphones: 2-8064 2-8065 Résidence privée: 2-8066

A. DESLAURIERS Ltee

Entrepreneurs-Menusiers et Contracteurs Généraux

Spécialité dans les bois durs: tels que noyer noir, acajou, chêne, châtaignier, gommier, bois jaune, etc., ainsi que les panneaux plaqués.

68 rue Lalemant, Québec.

GIN Canadian Melchers

Croix D'Or

Fabriqué à Berthierville, Qué. sous la surveillance du Gouvernement Fédéral, rectifié quatre fois et vieilli en entrepôt.

TROIS GRANDEURS DE FLACONS:

Gros	42 onces	Prix \$3.80
Moyens	26 "	" 2.55
Petits	10 "	" 1.10

The Melchers Gin and Spirits Distillery Co., Limited - Montreal

DISTILLERIE A BERTHERVILLE

Rés.: rue du Collège, BEAUPORT

RAOUL CHÈNEVERT

Architecte de Tanguay & Chênevert

Téléphone: 2-1466

20 1/2, Rue d'Aiguillon, QUEBEC.

Quebec Apartments, Limited

Actions Privilégiées 7% Cumulatif

Avec boni de 35% en actions ordinaires

La Compagnie a été constituée et sera administrée par un groupe d'hommes d'affaires influents et en vue de Québec.

Elle exploitera le Château St-Louis, grande maison à appartements modernes, en voie de construction en un des plus beaux sites de la Ville.

La situation du logement à Québec et l'expérience heureuse d'entreprises similaires assurent l'occupation permanente des appartements.

Les estimés établissements des bénéfices nets couvrant près de deux fois le service du dividende sur ces actions privilégiées.

Tous renseignements sur demande

ERNEST SAVARD

Limitée BANQUIERS ET COURTIERS

MONTREAL QUEBEC

171, rue Saint-Jacques 71, rue Saint-Pierre
Tél. Harbour 5258-5259 Tél. 2-6486

Téléphone: 2-7865

T. E. ROUSSEAU Ltée

INGENIEURS

Entrepreneurs Généraux

48, 2ième Avenue, - LIMOILOU.

POUR VOS IMPRESSIONS Adressez-vous à

La Cie de Publication de Lévis

39, RUE SAINT-LOUIS, LEVIS

L'AGRICULTURE ET LA PROTECTION

Le Canada est un pays agricole. Sous cet aspect sa production excède la consommation domestique au point que les exportations de produits agricoles et de produits d'animaux s'élèvent — nous donnons les chiffres pour 1924 — à \$571,355,434.

S'il est un pays exportateur de produits agricoles, c'est assurément un non-sens que de réclamer un tarif protecteur pour cette sorte de produits, parce qu'un tarif les affectant, si élevé qu'il soit, ne peut en modifier le prix de vente qui est déterminé par les marchés étrangers. Le fait que nous produisons ces marchandises en quantité plus que suffisante pour nos besoins, chasse les produits étrangers. A une barrière naturelle infranchissable il est inutile d'ajouter un mur artificiel.

Voilà une notion qu'il ne faut pas perdre, au moment où certains éléments conservateurs cherchent avec ferveur à étendre aux produits agricoles l'idée protectionniste.

Elle est aisée à comprendre. Pour avoir l'effet d'une mesure de protection, l'impôt doit être appliqué à des articles dont la production est inférieure à la consommation ou dont la production et la consommation domestiques s'équilibrent, ou à des articles qui, quoique produits en plus grande quantité que pour la consommation domestique, sont l'objet d'un monopole. En effet, si un article est produit au pays en quantité qui excède notablement la consommation domestique, cet excédent doit être vendu sur les marchés étrangers en concurrence avec les producteurs du monde entier et, à moins que le commerce domestique n'en soit entièrement monopolisé, la valeur de cet article, non seulement de la proportion disponible pour l'exportation, mais de la totalité de sa production, est invariablement et infailliblement déterminée par le prix courant sur les marchés étrangers.

Pour les articles dont la production domestique excède la consommation, l'impôt doit être une mesure de protection n'est d'aucun avantage, parce que le prix du produit domestique doit naturellement être inférieur à celui du produit étranger qui est sujet à des frais de transport plus élevés que ne le peuvent être ceux des produits domestiques. Si, malgré ce désavantage, les produits étrangers sont importés, ce ne peut être que parce que l'exportateur canadien conserve son produit dans l'attente d'une hausse; ces importations peuvent avoir pour effet d'augmenter la quantité des produits domestiques de même nature disponibles pour l'exportation, mais elles ne peuvent amener une baisse dans le prix de ces produits qui serait au détriment du producteur. Elles n'ont d'ailleurs lieu que dans des circonstances particulières et elles ne peuvent être que peu importantes; dans l'ensemble de notre commerce elles ne constituent qu'une quantité négligeable.

Si un cultivateur a plusieurs chevaux à vendre, il n'en achète pas d'autres, à moins qu'il ne lui en soit offert à un prix si avantageux qu'il croit pouvoir réaliser un profit sur cet achat; de même les pays n'achètent des produits de la nature de ceux qu'ils ont à vendre que quand ils y voient une occasion d'y faire un bénéfice.

A l'assertion que la classe agricole n'a pas besoin de protection pour ses produits, l'on oppose l'importance des importations de produits agricoles et de produits d'animaux, lesquelles se sont élevées en 1924 à \$231,495,419, dont \$186,468,685 de produits agricoles et \$45,026,734 de produits d'animaux.

Si nous poussons l'analyse jusque dans les détails, nous constatons que ces importations, si considérables qu'elles soient, ne sont presque exclusivement que de produits qui ne concurrencent pas les nôtres.

Parmi nos importations se trouve d'abord celle des articles regardés, en somme, comme non produits au pays; il est clair qu'un impôt de douane sur ces marchandises ne peut jamais avoir le caractère d'une mesure de protection; il ne peut que constituer une taxe qui frappe le consommateur de cet article.

Les importations de cette nature sont importantes, puisqu'elles s'élèvent à la somme de \$150,463,046 selon le détail suivant:

Table listing various agricultural products and their values: Bananes, Apples, Citrons, etc. Total: \$150,463,046

Voilà donc des articles importés pour une valeur de \$150,463,046, à l'égard desquels un droit douanier imposé par notre pays ne pourrait être considéré comme une mesure de protection pour le cultivateur.

C'est déjà un point d'une importance capitale. Pour compléter cette étude, il faudra, par opposition à la classe de marchandises que nous venons d'énumérer comme non produites au pays, envisager celle dont la produc-

M. PATENAUDE

Un déserteur et un renégat

Le peuple oublie!

Il verra que M. Patenaude n'est ni un homme supérieur, ni un politicien sincère.

Comme Meighen, auquel il s'associe de nouveau, c'est un politicien dangereux.

En 1911, il a contribué, avec une activité pleine de suave acharnement, à assurer la défaite de sir Wilfrid Laurier et le triomphe de M. Borden. Il préparait l'avenir sombre des années de guerre.

En 1915 député de la circonscription d'Hochelega, il devient le collègue de M. Borden, le 6 octobre de la même année. La guerre est à peine commencée. Le 6 octobre 1915, M. Esloff Patenaude est en effet ministre du revenu de l'intérieur et PREND SA RESPONSABILITE DE TOUTES LES MESURES SCANDALEUSES QUI ONT DESHONORE CE REGIME.

Ca va bien!

Entre temps il remplace M. Coderre, au secrétariat d'Etat.

Il fait partie du ministère Borden jusqu'au 8 janvier 1917. Il signe tout, sanctionne tout, sans protester. Dans l'histoire, son nom restera attaché à celui de Borden.

A celui de Meighen aussi.

Le 8 janvier 1917, il démissionne comme ministre au sujet de la démission. Mais il n'a pas le courage d'ouvrir son siège comme ministre de protestation.

Et cynisme suprême: quelques semaines après, c'est lui qui organise l'élection de l'hon. M. J.-P.-A. Sévigny contre Lucien Cannon, dans Dorchester.

Bonnes gens de Québec, vous vous souvenez de cela.

Souvenez-vous en!

Enfin, M. Patenaude est l'un des neuf députés canadiens-français qui, en 1916, ont positivement renié leur race lors du vote sur la motion Lapointe en Chambre des Communes au sujet des écoles d'Ontario.

Le DEVOIR du 12 mai 1916 dit ceci, sous la signature de Georges Pelletier:

"Neuf des nôtres ont voté contre la motion Lapointe: MM. Casgrain, Blondin et Patenaude, ministres; Descares, Forget, Lespérance, Girard, députés québécois; Chabot, député ontarien, et Robidoux, réputé acadien, de langue française.

"CES NOMS, IL FAUDRA SE LES RAPPELER EN TEMPS ET LIEU."

Le même journal, le même jour, disait aussi, sous la signature de son correspondant parlementaire, M. Ernest Bilodeau:

"Le vote a réussi en plus à mettre en lumière — triste lumière pour quelques-uns — des noms et personnes. Et les applaudissements qui ont salué les votes des Canadiens-français, ministres et députés qui ont voté contre la résolution Lapointe, ont été LE CHATIMENT IMMEDIAT ET JUSTE DE LA CONDUITE DE CES DESERTEURS. Ces noms valent d'être mentionnés tout spécialement: MM. Casgrain, Patenaude, Blondin, DesCarries (Jacques-Cartier), Chabot (Ottawa), Lespérance (Montmagny), Forget (Charlevoix) et Girard (Chicoutimi-Saguenay)."

M. Patenaude retourne à M. Meighen. C'est naturel. M. Meighen est toujours le même homme et M. Patenaude aussi. Quand le député de Jacques-Cartier parle de son entrée dans l'arène fédérale à côté de M. Meighen comme inspirée par la vision éplorie de la détresse publique, ce politicien au flanc mou, à conscience politique parsemée et jaunie, qui prend des airs de prestige et de dignité, donne tout simplement la colline et des nauages.

(Le Soleil)

La Guerre des Carburants

De "l'Homme Libre" (M. Pierre Delafuye):

Alors que la consommation d'énergie a augmenté aux Etats-Unis dans de notables proportions, on constate que, de toutes les sources utilisées, le charbon a été la seule qui n'ait pas contribué à cet accroissement.

C'est que le charbon s'épuise avec une rapidité singulière, et qu'instinctivement on songe à ce qui pourra le remplacer... On y songe si bien qu'on a fur et à mesure qu'un carburant nouveau est mis au point, on l'utilise de préférence. Le fait a été constaté par des statistiques irréfutables: si on jette de côté les années 1919, 1921, 1922, qui furent marquées par des grèves ou des dépressions économiques, pour s'en tenir à l'année 1923 qui fut une période d'activité industrielle intense, la production d'anthracite a diminué de six points de celle de 1918; celle de charbon bitumineux, de trois points. Au contraire, toutes les autres sources d'énergies accusent un progrès considérable: 36 points pour l'énergie hydraulique; 40 pour le gaz naturel; 105 pour le combustible liquide importé.

L'énergie tirée de ces deux dernières sources a donc plus que doublé — alors que l'énergie tirée du combustible, est en diminution constante — ce qui ne peut nous laisser indifférents, puisque la France a une industrie minière.

Qu'on y prenne garde. Il y a là mieux qu'un hasard: toute la politique économique qui s'ébauche. Dans la lutte que se livrent les carburants, le charbon, progressivement défavorisé, cède la place à ses rivaux plus jeunes, moins encombrants, plus actifs. Que ce soit d'énergie hydraulique ou de combustible liquide qu'il s'agisse, la France n'en manque pas — et elle a son mot à dire dans cette lutte qui point.

tion excède la consommation à tel point qu'une part appréciable en est destinée à l'exportation. Il faudra aussi, de ce côté, examiner la catégorie des produits d'origine agricole ou animale, manufacturés ou en partie manufacturés, au sujet desquels les cultivateurs ne sont pas directement concernés. Nous verrons là encore que la conclusion est décisive. Un autre examen à faire est celui qui a trait aux produits sur lesquels les droits canadiens sont inférieurs aux droits américains. Nous le ferons.

(Le "Soleil")

UN DISCOURS DE L'HON. M. LAPOINTE

Chicoutimi, 20.—M. Louis-Joseph Lévesque, marchand de Bagotville, a été choisi hier, porte-étendard du parti libéral dans le comté de Chicoutimi. La convention qui l'a choisi a eu lieu à Chicoutimi même, hier après-midi, et fut présidée par l'hon. M. P.-J. Paradis, C. L., organisateur en chef du parti libéral dans la Province de Québec. Il y avait un autre candidat sur les rangs, M. J.-E.-A. Dubuc, Industriel, de Chicoutimi, mais M. Lévesque a réuni le plus grand nombre de suffrages, lors de la convention et fut proclamé candidat officiel.

La convention a eu lieu dans l'Hôtel-de-Ville de Chicoutimi, 83 délégués, représentant toutes les paroisses du comté y assistaient. Le résultat du scrutin fut le suivant: 38 en faveur de M. Dubuc et 45 en faveur de M. Lévesque.

Immédiatement après la convention, une assemblée a eu lieu dans la salle des frères Maristes et à laquelle assistaient plusieurs centaines de personnes. L'hon. M. Ernest Lapointe, ministre de la Justice à Ottawa, l'hon. M. P.-J. Paradis, organisateur en chef du parti libéral dans la province de Québec, M. Elisée Thériault, député de L'Islet à l'Assemblée Législative, M. Oscar Boulanger, avocat de Québec et plusieurs autres personnalités assistaient à cette réunion qui fut très enthousiaste.

L'Assemblée fut présidée conjointement par M. Elzéar Lévesque, ancien maire de Chicoutimi et président de l'association libérale de cette ville.

L'hon. Ernest Lapointe y a prononcé un éloquent discours et ses paroles ont produit sur l'auditoire une profonde impression.

Le ministre de la Justice a comparé l'administration libérale à l'administration conservatrice. Il a fait l'exposé des scandales dont MM. Borden et Meighen nous ont donné l'exemple, s'attaquant particulièrement à l'achat du Canadien Nord et à la construction de la marine marchande canadienne.

Le vaillant chef libéral a aussi fait ressortir le traitement équitable que reçoit de l'hon. M. King les Canadiens-Français de ce pays. Il a aussi dénoncé que le premier ministre du Canada veut, d'abord et avant tout, les intérêts de son pays.

L'hon. M. Lapointe a été chaudement applaudi. Il a parlé pendant une heure environ. Les autres orateurs qui ont adressé la parole sont: l'hon. M. Paradis, M. Joseph Lévesque, M. Elisée Thériault, M. Oscar Boulanger. L'Assemblée s'est ouverte à 3 heures 30 et s'est terminée à 5 h. 05.

L'hon. M. Paradis fut le premier orateur. Il commença par faire un éloge du Dr Edmond Savard, député sortant de charge, qui est retenu par la maladie et ne peut brigrer les suffrages de l'électorat. Le Dr Savard, dit-il, a représenté, pendant huit ans, le comté de Chicoutimi à la Chambre des Communes. Il a toujours été un ami fidèle du parti libéral et je désire lui rendre un hommage public à son dévouement.

Parlant ensuite de la présente campagne électorale, l'organisateur en chef du parti libéral déclara que les perspectives sont très encourageantes et que le Canada se prépare à donner à l'hon. M. King, le 29 octobre prochain, une imposante majorité.

L'hon. M. Paradis déclara ensuite à l'assistance qu'il avait présidé la convention libérale et donna les résultats du vote. Il ajouta qu'il espérait que tous les délégués ainsi que tous les libéraux se rallieraient au choix de la convention.

L'hon. M. Ernest Lapointe, qui fut l'orateur suivant, fut accueilli avec enthousiasme par l'auditoire. Il rendit d'abord un bel hommage au Dr Edmond Savard: "Dans la vie publique" dit-il, "il y a beaucoup de déboires, mais il y a aussi des compensations. La plus grande, c'est de posséder la confiance et l'estime des gens avec qui il faut vivre. Cette confiance et cette estime, le Dr Savard les possédait. En 1921, j'étais à ses côtés lors de mon passage dans cette région, j'ai promis que si jamais le parti libéral prenait les rênes du pouvoir, le comté de Chicoutimi et celui du Lac St-Jean auraient chacun leur représentant à Ottawa, au lieu de n'en avoir qu'un seul pour les deux divisions. Cette promesse a été remplie. Et il est juste qu'il en soit ainsi, les intérêts des deux comtés ne sont pas tout à fait identiques, sans compter que vous êtes à la veille d'un développement considérable. Vous combinez dans les deux comtés l'agriculture et l'industrie. Laissez-moi vous dire en passant que dans le Lac-St-Jean vous possédez des terres qui peuvent rivaliser avec celles de l'ouest canadien. Les intérêts de ces grandes branches de l'activité humaine, l'agriculture et l'industrie, sont intimement liés et si vous aidez à l'une, vous aidez à l'autre.

En 1921, lors de mon passage ici, j'ai préché l'union de toutes les forces vives de la nation. Dans certaines parties du pays, il y avait des difficultés. Il y en avait par exemple dans le comté de Chicoutimi. Heureusement, elles sont aplanies et le Dr Savard a été élu, par 17,500 voix de majorité, la plus grosse majorité qui ait été donnée dans le Dominion.

Je suis ici, continua le ministre de la Justice, non seulement pour vous parler de la situation politique, telle qu'elle est à l'heure actuelle, mais pour vous entretenir de l'héritage que l'administration qui nous a précédés, à Ottawa, nous a légué. Les deux chefs en présence dans cette élection ont chacun un record que vous devez considérer, c'est par cela que vous devez les juger. (Appl.) Les libéraux de 1925 qui viennent aujourd'hui vous demander vos suffrages sont les mêmes que ceux de 1921 et je demande à la population qui a alors voté en faveur de M. King si elle aurait raison aujourd'hui d'échanger son verdict.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, poursuivit l'hon. M. Lapointe, il y avait des nuages dans le ciel, il y avait une dette de deux milliards et demi. Cette dette est étonnante je le crois, mais ce que je ne comprends pas, c'est que les hommes qui l'ont contractée nous la reprochent aujourd'hui.

Lorsque nous leur parlons de la dette, les conservateurs, disent que c'est la guerre qui en est la cause. Il est vrai que la plus gran-

de partie de cette immense dette a été contractée pendant la guerre, mais pourquoi n'a-t-on pas fait payer les dépenses que la participation au conflit entraînait en taxant ceux qui s'enrichissaient de la guerre, comme cela s'est fait aux Etats-Unis, en Angleterre et ailleurs? Au Canada, toute la guerre a été payée avec des emprunts qui n'ont pas été remboursés et qui scabient lourdement les contribuables de ce pays. On a consigné le sang, les muscles des habitants de ce pays qu'on a envoyés se battre de l'autre côté des mers, pourquoi n'a-t-on pas consacré l'argent des profiteurs de guerre? (Appl.)

Les conservateurs vont répondre: "Mais vous avez voté les crédits qui ont été dépensés pour fins militaires." Certainement, nous avons voté de l'argent pour que les nôtres qui se trouvaient en Europe eussent l'équipement et la nourriture dont ils avaient besoin. Mais nous n'avons pas voté pour que l'argent fût gaspillé comme il l'a été. Est-il besoin de vous rappeler ce que Sir Arthur Currie, commandant des armées canadiennes pendant la guerre disait l'autre jour? Sir Arthur déclarait ouvertement qu'on avait enrôlé cent mille hommes impropres au service militaire. Il évaluait à \$1,500 le montant dépensé pour chacun de ces hommes ce qui veut dire que cent cinquante millions de dollars ont été jetés au feu.

Sous le régime de sir Wilfrid Laurier, toutes les dépenses du pays s'élevaient à 150 millions. Aujourd'hui, avant de songer à l'administration de la chose publique, nous sommes obligés de mettre de côté, pour payer l'intérêt sur la dette et les obligations contractées par l'administration conservatrice, le montant fabuleux de 308 millions. Il y a plus. Pendant la guerre, le gouvernement décida de construire une marine marchande. Plusieurs raisons motivèrent cette décision. Les hostilités se poursuivaient de l'autre côté des mers, les navires étaient détruits et il fallait songer au ravitaillement de combattants. Sans doute, il était opportun de construire des vaisseaux pour remplacer ceux que les sous-marins détruisaient. Mais cette raison n'était valable que jusqu'au 11 novembre 1918, alors que l'armistice fut signé. Cependant, à cette date, il n'y pas un seul navire construit.

Bien que la guerre fût finie, on construisait cependant les 65 navires de la Marine Marchande Canadienne. La main d'oeuvre était alors très coûteuse, de sorte que le coût de \$191, la tonne, et leur valeur était baissé à \$50 la tonne. Du fait de cette dépréciation, nous subissons une perte de 159 millions.

En prenant le poste de ministre de la Justice, continua l'hon. M. Lapointe, j'ai découvert que le gouvernement conservateur avait ordonné à Victoria, la construction de quatre vaisseaux en bois. Une somme de \$700,000, avait été avancée aux constructeurs de ces navires. La compagnie fit faillite. Un seul navire fut livré et c'est à peine si on trouva quelqu'un prêt à l'acquiescer pour la somme de \$30,000, (honte).

Un roi de France disait un jour: "Après moi le déluge". Ces mots semblent être la devise de M. Meighen. Le déluge c'est nous qui l'avons en.

Laissez-moi vous dire que malgré les difficultés financières que nous avons rencontrées lors de notre arrivée au pouvoir, nous sommes parvenus à diminuer la dette contractée par les conservateurs. Ainsi, depuis le 1er janvier 1922 au 1er janvier 1925, cette diminution a atteint \$46,000,000. Pour arriver à ce résultat, nous avons dû mettre la hache dans les dépenses et couper les crédits dans tous les départements de l'administration. De 50,000 employés qu'il y avait dans le service public, il n'en reste plus que 38,000.

Il y a une autre question dont je veux vous entretenir, continua le ministre de la Justice. C'est celle des chemins de fer. En 1917, le gouvernement conservateur avait fait l'acquisition du Canadien-Nord. Lorsque nous avons protesté, en Chambre, contre l'achat de ce réseau et contre la manière scandaleuse dans la transaction se faisait, on nous a fermé la bouche par le baillon. Le Canadien-Nord était alors dans les mauvaises affaires. Il ne pouvait rencontrer ses obligations. Pourquoi, au lieu de l'acheter, le gouvernement ne l'a-t-il pas mis en liquidation comme cela s'est fait déjà aux Etats-Unis?

L'achat du Canadien-Nord fut une affaire scandaleuse; plusieurs amis du gouvernement d'alors se sont enrichis grâce à cette transaction.

Ce dont nous sommes responsables ce sont les opérations actuelles du chemin de fer National, dont sir Henry Thornton est le président.

L'an dernier, sir Henry a eu un surplus de dix-sept millions et cette année il en aura vingt-deux. Voilà quelques années que nous sommes au pouvoir. Eh bien, que nos adversaires mettent donc la main sur un seul scandale dont nous nous soyons rendus coupables. Il n'y en a pas, de scandale, chez nous comme il y en avait de leur temps. Aujourd'hui, comme lors de notre arrivée au pouvoir, nous avons les mains nettes. (appl.)

On nous a reproché une transaction faite à Paris, lors de l'achat de l'hôtel Scribe. Ce prétendu scandale n'a pas duré. Sir Henry a démontré qu'il avait vendu cette bâtisse avec profit et comme résultat nous aurons, pendant quarante ans, des bureaux dans l'un des plus beaux centres de Paris.

Aujourd'hui le dollar canadien vaut cent sous dans la piastre et même un peu plus, alors qu'il ne valait que 87 sous du temps du régime conservateur. Cela déplaît tellement à l'ancien ministre des finances, sir Henry Drayton, que dernièrement il prenait deux colonnes de la "Gazette" de Montréal, pour essayer de démontrer que lorsque notre dollar vaut cent sous, nous sommes plus pauvres que lorsqu'il n'en vaut que 87.

Avant 1921, le gouvernement avait des difficultés pour emprunter sur les marchés étrangers. Il venait solliciter; les bons émis étaient exempts de taxe, et vous demandant de les acheter, on faisait appel à votre générosité. Aujourd'hui, les temps sont changés. Sur les marchés, les emprunts se font facilement. On se dispute les obligations du gouvernement canadien. Cela veut dire que le peuple a confiance dans l'admini-

stration qui gère présentement les affaires de l'Etat. (Appl.)

Maintenant en ce qui concerne le commerce, on a prétendu que les mesures tarifaires adoptées par notre gouvernement auraient pour effet de nuire aux industries et que les manufactures seraient obligées de fermer leurs portes. Cette prophétie a été démentie. Nous avons augmenté nos exportations à l'étranger. On a prétendu que les marchandises étrangères inonderaient notre marché. Nos industries ont fonctionné comme auparavant et même mieux. La production en a été augmentée si bien que nous vendons à l'étranger pour 300 millions de plus que nos importations. Nos mesures tarifaires ont si peu nuï à l'industrie que ces jours derniers, le président de la grande compagnie de manufacture d'instruments aratoires, M. Vincent Massey, a accepté d'entrer dans le cabinet de l'hon. M. King.

L'une des grandes oeuvres du gouvernement, continua l'orateur, a été de cimenter l'union entre les différentes parties de ce pays. Celui dont je suis fier de me proclamer le disciple celui, qui m'apprit tout ce que je sais et dont je suis fier de marcher sur les traces, sir Wilfrid Laurier, (long appl.) avait cette union à coeur.

Il a consacré quarante ans de sa vie à unir le peuple canadien. Malheureusement il n'a fallu que quelques années du régime de nos adversaires pour séparer le grand tout de la Confédération. Hélas! nous avons vu Québec être difflamé, calomnié dans les autres parties du Canada. Mais nous nous souvenons de ceux qui ont fait cette oeuvre néfaste, et l'électorat se le rappellera le 29 octobre prochain.

L'hon. M. King adopte une politique à base canadienne. Lui et ses collègues veulent aider à ramener l'équilibre dans tout le pays sous oublier que ce sont toujours les intérêts du Canada qui doivent prévaloir. (Appl.) Il n'y a pas très longtemps, des difficultés surgirent en Europe. M. Lloyd George était en froid avec la Turquie et crut à propos d'adresser à tous les gouvernements de l'Empire un message leur demandant s'ils étaient prêts à envoyer des contingents de l'autre côté des mers pour soutenir la politique de l'Angleterre. L'hon. M. King a alors exigé, en réponse, qu'on lui donnât les raisons qui militaient en faveur de la participation du Canada à ce conflit anglo-turc; il déclara de plus que pas un homme ne serait envoyé sans le consentement du Parlement. (Appl.)

Sir Clifford Sifton, qui n'est pas un ami du Canada, disait dernièrement dans une conférence que c'est le télégramme de l'hon. M. King qui a empêché le conflit prêt à éclater. Et pendant ce temps l'hon. M. Meighen disait que s'il avait été à la place de l'hon. M. King il aurait répondu qu'il était prêt à envoyer des hommes de l'autre côté (honte!) Plus tard, il y eut une conférence à Lausanne pour régler cette question anglo-turque. Lorsque les négociations furent terminées l'Angleterre demanda au Canada de signer le traité qu'il n'avait pas été invité à préparer. Ce fut en vain. (Appl.)

Suite à la page 4

Le pacte de sécurité et l'âme anglaise

De "l'Ouvre" (M. Marcuse):

Le moyen de parler d'égal à égal avec un pareil peuple, altier et candide comme les faïences de Douvres? Nous sommes seuls à voir la marée qui le menace. Pour lui, c'est une vague. Qui vient et qui se retire. Une autre vague. Qui vient et se retire. Une autre encore. Les relais successifs de leur montée, il ne les marque pas. Le boycott à Hong-Kong, c'est le boycott à Hong-Kong. Une émeute dans le Bengale. Une explosion de nationalisme en Egypte, c'est une explosion de l'or où il croit que l'arrangera les choses, un navire de guerre où il faut un navire de guerre, un diplomate où il faut un diplomate. Et comme, jusqu'à présent, cela lui a réussi, — de même qu'il maîtrise, il méprise.

Que venez-vous l'entretenir d'un pacte de sécurité? Il n'en a que faire.

Sans esprit d'investigation, sans préscience, sans antennes, il ne croit pas qu'on puisse prévoir une guerre qu'on ne médite pas. Rechercher son alliance, c'est rechercher sa complicité. Pas de ça! Il avisera en temps et lieu. Même sans pacte, il nous secourra dans le danger, si son bien le commande et les Dominions le permettent.

Quel avantage de plus tirons-nous d'un pacte? Il n'est traité qu'il prévale sur le salut de la nation. Tout s'interprète, et l'interprétation qui satisfait le mieux à l'intérêt est celle qui satisfait le mieux l'intérêt. Du moins, en politique. Et sans exclure la bonne foi.

Sir Clifford Sifton, qui n'est pas un ami du Canada, disait dernièrement dans une conférence que c'est le télégramme de l'hon. M. King qui a empêché le conflit prêt à éclater. Et pendant ce temps l'hon. M. Meighen disait que s'il avait été à la place de l'hon. M. King il aurait répondu qu'il était prêt à envoyer des hommes de l'autre côté (honte!) Plus tard, il y eut une conférence à Lausanne pour régler cette question anglo-turque. Lorsque les négociations furent terminées l'Angleterre demanda au Canada de signer le traité qu'il n'avait pas été invité à préparer. Ce fut en vain. (Appl.)

ABONNEZ-VOUS AU "CRI DE QUEBEC" Prix special pour les elections \$1.00 Découpez le blanc suivant et envoyez-le avec \$1.00 au "Cri de Québec", Boite 85, H.-V. Québec.

La Chasse et la Pêche DANS LA PROVINCE DE QUEBEC AVIS AUX SPORTSMEN Traversée par de nombreux cours d'eau et convertie, en maints endroits, de beaux lacs et de belles forêts giboyeuses, la Province de Québec offre aux sportsmen un endroit idéal pour la chasse et la pêche.

L'HONORABLE ARTHUR MEIGHEN ET LA CONSCRIPTION

Dans la Province de Québec le résultat du scrutin est d'ores et déjà présent et il nous est facile d'établir des à présent nos raisons de croire pourquoi, à deux ou trois exceptions près, le bloc libéral de 1921 sera maintenu le soir du vote.

Nous n'avons qu'à penser à Arthur Meighen et à songer que tous nos compatriotes y pensent en même temps que nous.

Le fanatique au front étroit qui préside aux destinées du parti conservateur a su se maintenir à son poste à Ottawa en dépit de l'opposition unanime des bleus du pays — le centre de l'Ontario excepté. Si nous avions le caractère mesquin, nous pourrions, en temps de lutte, considérer ceci comme une aubaine.

En effet comme adversaire, que pourrions-nous désirer de mieux ? De même qu'à Québec, où le Ciel nous favorise et où nous souhaitons voir longtemps encore ce brave Monsieur Sauvé à son poste actuel, de même s'il ne nous inspirait une telle répulsion, nous devrions nous déclarer chanceux de faire la lutte contre un homme aussi honni et détesté qu'est Arthur Meighen.

Quand on a combattu pendant quarante ans, sans succès, sauf en 1874, un chef habile et un gentleman comme Sir John-A. MacDonald, entouré d'hommes capables comme Cartier, Chapleau, Thompson, Costigan, MacKenzie-Bowell et autres ministres de grande valeur, on est heureux, pour le temps de la lutte, de se trouver en face de ce sectaire enragé qui sut s'imposer à son parti malgré une carrière où le sang versé et l'argent public dilapidé n'eurent jamais la moindre importance.

Nous sommes certains que nos compatriotes canadiens-français dignes de ce nom ne choisiront jamais un tel homme comme chef.

Né en 1874, Arthur Meighen est demeuré l'archi-type de l'Arriviste sans scrupules et sans conscience. Son royaume est de ce monde. Si vous ne l'avez pas connu ici quand il est venu nous donner une exhibition de son Toronto "french" regardez de nouveau son portrait au visage anémique et hypocrite, au front étroit et dominateur, à la bouche sarcastique, aux yeux froids et méchants dans lesquels une audacieuse expression de volonté sert à masquer les instincts calculateurs de l'égoïsme, pensez ensuite à ce qu'il nous a fait en 1917 et dites-nous si vraiment cet homme mérite nos suffrages ?

Quelqu'un consentirait parfois en temps d'élections à voter pour un candidat conservateur quelconque, — camarade de collège ou ami que l'on s'est fait dans les affaires. Mais dans l'élection présente, si l'on est intelligent l'on ne peut s'empêcher de penser qu'au-dessus du candidat local plane toujours l'ombre sinistre du grand vautour de la conscription, que l'on avait promis autrefois d'abattre à la première occasion.

Elu pour la première fois à Portage La Prairie en 1908, l'immigration intensive de l'Ouest à cette époque lui fournit l'occasion de faire de nombreux discours et de se mettre en évidence. Par lànt avec facilité, d'ailleurs audacieux et même cynique, il força la main de Sir Robert Borden, et fut nommé Solliciteur Général en 1913, moins de deux ans après la défaite de Laurier.

O comme nous devons, peu après cette nomination, regretter jusqu'aux larmes la disparition du vieux chef !

La guerre éclatait soudainement le 1er août 1914 et l'orgie "patriotique" s'élevait ouvertement d'abord dans la presse jingo et même jusque sur le parquet de la Chambre. "Le patriotisme est le dernier refuge de la canaille" dit le Docteur Johnson et nous eûmes l'occasion de constater souvent, au cours de la Grande Guerre, jusqu'à quel point cette pensée est profonde et vraie. Dès l'abord, ce fut la danse des millions.

Borné, étroit, ignorant et grotesque, Sam Hughes se rendit mille fois ridicule par ses harangues outrancières "heavy stuff" disait-il, mais il obtint d'une chambre en majorité servile, ce qu'il voulait pour lui et pour ses amis. Les camps militaires, les achats de terrains, les contrats de munitions, les fournitures de provisions et d'équipement, etc., pour tout cela le trésor fédéral solda toutes les factures et aida les profiteurs à s'enrichir. C'est pourquoi Sam Hughes est mort sur la paille !

Comme Solliciteur-Général, Arthur Meighen, quelques années auparavant avocat sans clientèle et tirant le diable par la queue, se trouva soudainement transporté près des coffres de l'or pu-

blie. "Mon Dieu, je ne vous demande rien", disait le valet normand, "mais mettez-moi donc à côté de quelqu'un qui a quelque chose." Avec la brutalité de son tempérament, le petit "attorney" de Portage La Prairie, jubila de voir pour son compte, la prière du Normand réalisée. Mais il rêva davantage. Il entreprit alors de tout être et voulut tout devenir. Le hasard et l'audace aidant encore plus que le talent, les circonstances allaient lui fournir l'occasion d'escalader quelques degrés de plus.

Après trente mois de guerre, le Canada avait donné son grand effort par l'engagement volontaire et avait enregistré plus de quatre cent mille soldats, soit plus de cinq pour cent de sa population totale — pourcentage plus élevé que la Belgique !!!

Borden était traversé en Europe au moment où s'éteignait la deuxième offensive de la Somme qui laissait pour un temps les lignes allemandes immobiles et inexpugnables.

Après mille provocations, le Gouvernement des Etats-Unis entreprenait alors de venger l'outrage fait à son drapeau et remettait à l'ambassadeur allemand Bernsdorf ses passe-ports. La situation restait précaire pour les alliés, car la France traversait une crise de défaitisme grave qui mettait en danger son existence même. Le tsarisme Russe s'effondrait dans l'anarchie. L'on attendait le salut de la grande république de l'Est, mais celle-ci sollicitait une conscription canadienne parallèle et simultanée avec la conscription américaine. Borden régla la question à Londres et promit la conscription avant d'avoir consulté le Parlement Canadien. Au Canada, Arthur Meighen, partisan à outrance de cette politique qui ne pouvait plus lever beaucoup de troupes nouvelles, mais qui servirait ses fins personnelles, devint l'exécuteur des hautes œuvres et reçut de Borden les instructions de lancer le mouvement conscriptionniste et de préparer sans retard la loi Electorale, qu'on disait urgente, les élections générales devant alors lieu à l'automne. Certains libéraux de l'Ouest et d'Ontario poussés par le jingoïsme, et craignant d'être accusés de tiédeur patriotique, les honorables Sifton, Calder et Rowell favorisèrent la conscription, mais ce fut Arthur Meighen qui agença et mit en oeuvre cette loi étrange où la Province de Québec était visée avec malice et méchanceté. On reprochait à notre province de n'avoir enrôlé volontairement que trente mille hommes tandis qu'Ontario en avait donné cent soixante mille. On nous accusait de lâcheté afin d'exciter contre nous le sentiment farouche des partisans sectaires et de les entraîner au pöil. ("Patriotism is the last refuge of scoundrels" Johnson).

C'est à cette époque qu'un bouffon "conronné", je veux dire "titré" : Sir Harry Lauder, peut-être salarié pour cette insulte provocatrice, disait à Toronto, les Canadiens-français : "Oh ! conscription will bring them in France and Flanders. They are not french ; they are bastard french." On se demanda combien longtemps il eût vécu après de telles paroles, s'il les avait adressées aux Irlandais de Dublin ou du Connaught ? Le groupe de Meighen favorisait les menaces et provocations qui élargissaient graduellement le fossé existant entre les deux races principales de ce pays, parce que ces insultes allaient aider à gagner des élections en jetant l'élément anglo-saxon à l'assaut des canayens !

Qu'on ne se rappelle ces jours troublés où n'importe lequel de nos meilleurs citoyens ne pouvait espérer de rentrer chez lui sans avoir le sentiment d'être un chien battu. Simon battu, du moins bien outragé.

Fatigué d'attraper les ordures de la presse reptilienne stimulée par Meighen et son groupe, le député local de Lotbinière, Monsieur Francoeur, proposa au Parlement Provincial de Québec une motion pour amender l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et pour faire retirer la Province de Québec de la Confédération Canadienne.

Cette motion eut une répercussion immense, inouïe, au Canada, en Angleterre, aux Etats-Unis, et même en France où se trouvait alors un si grand nombre de nos frères. Arthur Meighen en frémit : ce n'était pas le frisson de l'Aigle, c'était la colère du vautour qui a reçu un caillou sur sa tête chauve et dénudée !

Une pensée du docteur LeBon que j'ai recueillie en ces temps troublés est la suivante : "Il est heureux, dit-il que nous n'ayons pas une mémoire affective ne soit pas aussi forte que notre mémoire des faits, car nous ne pourrions vivre longtemps avec

"l'intensité douloureuse des sentiments d'aujourd'hui." — Novembre 1917.

Où, c'est très acereux, mais est oublié ou cette atténuation de nos sentiments d'aujourd'hui ? — Novembre 1917.

— Quelles étaient les dispositions générales de la Loi Electorale de 1917 ?

— De donner aux soldats, ainsi qu'à leurs familles, femmes, fils, filles et soeurs, une prédominance marquée dans le suffrage général de la nation.

— Comment ce but fut-il atteint et qu'elles étaient les intentions cachées du groupe conscriptionniste ?

— Le but fut atteint au Canada par le vote des femmes, filles et soeurs de soldats, dûment influencées par des promesses de remplacements, de retour des "héros" etc., etc., mais le parti de Sir Wilfrid fut surtout battu par le tripatage accompli outremer dans les bulletins des soldats du front et de la réserve. Au-delà de deux cent mille votes conservateurs obtenus en France et en Angleterre avec l'aide d'influences fallacieuses, avec des promesses illusoire de congés et de remplacements furent ensuite appliqués au Canada pour abattre, dans n'importe quel comté, les candidats du parti libéral qu'on voulait voir disparaître et à maintenir à leur siège les profiteurs du groupe de Meighen qu'on voulait voir rester en place. Ce groupe désirait gagner la guerre, sans aucun doute, mais ses intentions cachées, c'était en reprenant le pouvoir, de jeter un voile de plus en plus opaque sur les transactions titanesques de cette période inouïe ! Chemins de Fer, Banques, Fournisseurs de gros, Fournisseurs de détail, Marine, Armée, Service Civil, Pensions, etc., etc., les déshonorés représentaient deux milliards !

Sur une mer orageuse, on ne débarque pas des milliers de prisonniers à l'île au Diable sans qu'un très grand nombre d'entre eux ne soient happés par les crocodiles !

De même, on ne verse pas dans la confusion de l'organisation d'une guerre pareille, deux milliards de dollars, sans que de nombreux sacs d'argent ne tombent dans les griffes de quelques caimans de la Finance...

Ainsi en rattrapant le pouvoir en décembre 1917, Borden et Meighen avaient l'espoir que la Victoire éventuelle leur permettrait de couvrir de son éclat, les actes de législation douteuse, les gaspillages inouïs, les dilapidations, et les turpitudes du régime. Et c'est pourquoi, ne négligèrent-ils rien pour obtenir ce résultat.

Si nous retrouvons en nous-mêmes, avec la même intensité de sentiments, le souvenir de cette douloureuse époque, partant des troubles de Québec et de l'assassinat des cinq québécois en avril 1917, jusqu'à la fin de la guerre en octobre 1918, époque pendant laquelle le groupe de Meighen fut ostensiblement outrageant et brutal, nous n'oserions plus donner, certes, le moindre encouragement d'un seul vote au plus aimable des candidats bleus en cette province !

Au contraire, si Arthur Meighen lui-même se présentait dans notre division électorale, avec son passé d'ambitieux égoïste et cupide, avec son dossier chargé de loix vénales, brutales et insensées, ayant ruiné le pays, et causé la mort inutile de milliers de jeunes gens, nous pourrions avec une figure doublement exacte lui crier en face, dans sa défaite, le soir du vote : "Allez-vous-en ! Le monceau d'or que vous avez pris à l'Etat (et que "cer" était bien trop lourd pour vos "sueurs du peuple doivent remplacer) épales et les pieds vous ont glissé dans le sang !

J. M. SOUVIENS.
LES BRUTES CIVILISEES
Suite de la première page
sateur dans la société ; l'autre est le déchet raffiné des brutes qui ont passé à travers les siècles.
Tout ce qui, en affaires, constitue un système de compétition déloyale et d'écrasement, de moyens sordides et petits, d'abus de puissance métallique, d'injustices basées sur des loix que l'on fait servir à l'écroquerie, font à la société un mal profond et irréparable.
En effet, lorsque ceux qui tiennent en mains une partie des capitaux d'une race ne tiennent aucun compte des grandes loix de la conscience, lorsqu'ils se servent de tous les moyens malhonnêtes, pourvu qu'ils soient légaux pour agrandir leur puissance ou se sauver eux-mêmes d'un désastre mérité, on prépare à la société des lendemains terribles, car le peuple, qui voit plus clair qu'on ne le croit, et qui n'a pas la subtilité voulue pour faire

L'HON. P. J. PARADIS

Au moment où les libéraux de la province de Québec se rallient autour de leurs chefs pour faire triompher l'idéal et l'oeuvre de leur parti, il convient de rendre hommage aux artisans principaux de la lutte qui s'engage.

Dans le bruit des batailles, les noms des candidats et des leaders volent de bouche en bouche et sont colportés par la presse d'un bout à l'autre du pays. C'est juste. Il convient que les hommes qui aspirent à la représentation populaire fassent connaître leurs idées et leur programme.

Mais il est d'autres chefs sur qui retombe la part la plus lourde, peut-être, souvent la plus ingrate de la campagne politique. Nous voulons parler des organisateurs de la lutte.

Chez nous, on a confié le sort de l'organisation libérale à l'un des hommes les plus dévoués du parti libéral, à l'un des plus fidèles et des plus judicieux défenseurs de la bonne cause, l'hon. P.-J. Paradis.

Depuis quelques semaines, nous le voyons déployer une très grande activité dans toute la région de Québec. Présent à toutes les conventions où il lui est possible de se rendre, conseillant les chefs de groupe dans le choix des candidats, apportant toujours son humeur réconfortante et son bel optimisme, réchauffant l'ardeur des combattants, solidifiant l'union dans le sein du parti au nom de la solidarité, il est l'âme du mouvement libéral et il convient de lui procurer tout le concours et toute l'aide nécessaires en cette période où toutes les bonnes volontés doivent donner contre l'assaut livré au libéralisme canadien.

L'hon. P.-J. Paradis doit nous entraîner par son exemple. Si tous les libéraux, animés au même degré que lui de l'esprit public, savaient procurer au parti toutes leurs énergies, le triomphe serait plus qu'assuré, non seulement dans la province de Québec, mais dans toutes les provinces du Canada.

En outre, si le succès complet couronne les efforts de notre parti — et tout fait prévoir ce succès — n'oublions pas, le jour du triomphe, que les élus ne doivent pas être les seuls à recevoir les hommages du peuple. Les organisateurs de la trempe de M. Paradis auront droit eux aussi à leurs gerbes de lauriers.

Pour notre part, nous sommes bien décidés à collaborer pleinement à son travail, et nous lui souhaitons de grouper autour de lui tous les éléments de victoire.

En même temps, nous signalons que M. Lesage, lieutenant de l'hon. M. Paradis, sera lui aussi constamment sur la brèche. C'est un vaillant lutteur. Son activité constante sera très précieuse au parti. Il n'y a pas de doute que tout le bataillon libéral secondera son action.

UN DISCOURS DE L'HON. M. LAPOINTE

Suite de la page 3
Depuis, nous avons eu des traités avec les Etats-Unis et notre gouvernement a décidé que le Canada pouvait signer lui-même ses traités. Et c'est ce qui a été fait. Je suis fier de dire que je fus le premier Canadien à signer un traité avec les Etats-Unis.

Ajoutons que, du temps de l'hon. M. Meighen, jamais nous n'avions eu de Canadiens-français comme représentant à la Ligue des Nations. Maintenant, nous sommes noblement représentés dans cet auguste corps et c'est l'un de nos frères, l'hon. sénateur Raoul Dandurand, qui a eu l'honneur d'être élu à la présidence de la Ligue. (Appl.)

Dans le parti libéral vous trouvez un groupe uni, solide. Si vous tournez les yeux vers les conservateurs, vous constatez qu'il y a des factions chez eux et qu'ils ne s'entendent pas sur le terrain politique. Ainsi, par exemple, vous avez vu des chefs de l'opposition dans Québec, refuser de se montrer aux côtés de M. Meighen. Il n'en est pas ainsi

la distinction entre ce qu'il y a de bon et ce qu'il y a de mauvais dans une classe, sent alors gronder en lui-même des révoltes et des colères qui débordent comme des laves brûlantes, au jour des vengeances providentielles.
S'il n'est pas permis, en affaires, de s'enrichir aux dépens d'un de ses frères, il n'est pas plus permis de sauver sa peau en étranglant. On ne peut pas impunément causer la mort d'un innocent. Un homme ou une institution qui serait dans de mauvais draps, ne peut, en conscience, s'en échapper en y jetant un autre. Il vaut mieux qu'il périsse tout entier.
Ne laissons pas s'implanter dans le peuple ce préjugé néfaste que "la richesse est malhonnête" : nous battons la marche au bolchévisme. Soyons tous droits et honnêtes. Et pour éviter les tentations qui assaillent tout homme, en face d'une belle occasion, acquérons la compétence, qui peut se passer des moyens crapuleux.

J.-CH. H.
"Le Cri de Québec" est imprimé par la CIE DE PUBLICATION DE LEVIS,

ZIGZAGS AUTOUR DE LEURS CANDIDATS

Suite de la page 1
en pathos creux ! Mais allons plus loin pour l'instant !!!

"La situation appelle tous les hommes de bonne volonté, et l'on me demande de répondre à cet appel. Quoique la route à parcourir soit difficile, je ne saurais refuser de le faire.

"Noble cœur ! Va ! Quand on sait que les pourparlers (entre les groupes de Meighen et Patenaude) qui ont duré huit jours, avaient pour motif la question d'argent, la souscription nécessaire pour gagner les élections et la promesse d'un important ministère) !

"J'aime la Province de Québec, mais mon esprit franchit "spontanément" ("sic) les frontières de ma province et envisage le Canada tout entier. Je dois être prêt à servir mon pays dans la mesure du possible. Ni mes amis, ni moi, n'avons eu l'intention de fonder un troisième parti dans la Province. Nous sommes d'avis qu'il n'est pas nécessaire de faire surgir de nouveaux partis pour faire valoir librement nos opinions et rechercher des alliés qui nous aideront à la faire triompher."

"Je dois déclarer que j'ai été et que je me crois assez indépendant pour ne pas donner mon appui à une politique que je croirais désastreuse pour le pays "d'où qu'elle vienne. J'ajouterais que je ne suis lié à aucune coterie financière ou industrielle et que je reste libre de servir les intérêts généraux du Canada."
"Je suis prêt à travailler pour la reconstitution nationale avec tous les canadiens de bonne volonté à quelque race, à quelque province qu'ils appartiennent. Je veux m'unir à eux et j'espère que le 29 octobre prochain on pourra constater qu'ils sont encore l'immense majorité dans le pays." C'est tout.

J'ai donné le texte même des déclarations de Monsieur Patenaude pour en montrer la vide et banale médiocrité. Si c'était doué de la plume sarcastique et incisive de Monsieur Asselin, je ficherais à Maître Esioff une râclée de bois vert pour ses lieux communs grandiloquents et creux. Mais, faute d'espace, et uniquement pour te convaincre, mon cher Gosselin (Bolivar), je relèverai ce qui suit :

A la fin, Patenaude dit que les canadiens de bonne volonté qui veulent aider à la reconstitution nationale forment l'immense majorité dans le pays. Compare avec le pessimisme du début et admire la logique de Maître Esioff. Si l'esprit national s'affaiblit et que l'unité canadienne est menacée, les Canadiens patriotes ne forment plus l'IMMENSE MAJORITE ou Vice-Versa !

"Je ne donnerai pas", dit-il, "mon appui à une politique que je croirais désastreuse pour le pays." — Non, mais sent-il le besoin de faire une telle déclaration. Pour le bénéfice de qui ? Est-il un seul candidat conservateur, même à demi imbécile qui voudrait raisonner autrement ? Nous sommes étonnés qu'un prétendu chef national, successeur de Mercier, de Chapleau, de Laurier, puisse ainsi s'exprimer comme un idiot. La résistance d'un député contre les lois désastreuses est la première lettre de l'Alphabet politique : le député de Jacques Cartier nous prend pour des enfants, sans doute, ou bien possède une intelligence de l'envergure de celle de Sam Hughes, son ancien collègue !

Je laisse à votre examen les généralités, les abstractions diverses de Monsieur Patenaude. Vous en trouverez suffisamment pour vous prouver que la nature n'a pas toujours "l'horreur du vide", car elle n'aurait pas créé l'intelligence de Maître Esioff !

Je tiens cependant à relever la phrase de "Cartier et MacDonald" qui est mise là comme l'enseigne d'un magasin d'antiquité. En quoi les principes des deux vieux chefs conservateurs (égalité des deux races, je suppose) sont-ils attaqués

chez nous. Tous, nous sommes fiers d'être libéraux, à Ottawa comme au provincial. Le parti libéral, dans les beaux comme dans les mauvais jours, est toujours resté le même. Nous sommes déjà tombés sur le champ de bataille, mais chaque fois nous sommes tombés le drapeau à la main. (Appl.) Parti libéral nous étions, parti libéral nous sommes restés. (Appl.)

Nous n'avons pas besoin, nous, d'un troisième parti.
Nous croyons dans la nécessité des partis politiques. Ils ont leur raison d'être. Lorsqu'un homme vient vous dire qu'il ne croit pas en la nécessité des partis politiques, regardez-le bien dans les yeux, vous apprendrez que le groupe auquel il appartient a perdu toute influence et qu'il faudrait abattre aussi le parti adversaire pour ériger sur leurs débris un troisième parti.

Un écrivain français disait un jour que le peuple ne sait pas toujours ce qu'il veut mais qu'il sait toujours ce qu'il ne veut pas. Eh bien, je crois que le peuple du Canada sait qu'il ne veut pas de M. Meighen et l'élection du 29 octobre nous le prouvera."

L'hon. M. Lapointe termine son discours en demandant aux électeurs de se rallier à la candidature de M. Lévesque et de le supporter dans la mesure de leurs forces.

ou même concernés dans la situation présente ? Je sais bien que cette phrase est un gobe-mouches digne d'Armand LaVergne ou de L.-J. Gauthier, mais elle est aussi vide que le reste.

Pour être logique et sérieux et nous fournir l'occasion de l'être également, Maître Patenaude aurait dû indiquer quels étaient ses principes, et nous aurions eu beau jeu à discuter avec lui, car aucune des circonstances où nous nous trouvons ne ressemble aux conceptions de Cartier ou de MacDonald, ni les plus sages, ni les plus fantastiques, celles qui naissent le soir dans l'ivresse nationale des deux illustres copains !

Si Monsieur Patenaude avait été un chef véritablement digne de ce nom, au lieu de pondre des poncifs roccos à la douzaine, il aurait exhibé un programme vraiment national comportant des solutions et des sanctions.

Il aurait dit : Voici la situation. Nous devons deux milliards et demi, soit \$250, par tête. Voici la solution pratique en face de l'impôt. Voici mon programme à l'égard des chemins de fer. Ce que je propose pour arrêter l'émigration des nôtres, malgré que l'immigration récente compense amplement par le nombre les pertes que nous faisons.

"Voici ma politique sur le tarif", aurait dit Patenaude, mais non au contraire, il n'a rien dit.

Paradeur de beaux sentiments et de nobles idées creuses, je te demande, mon cher Gosselin, si c'est ainsi qu'on débute comme chefs (et même comme députés) les âmes ardentes et sincères qui nous guidèrent dans le passé. Est-ce ainsi que débuta Lafontaine ou Cartier, ou Mercier, ou Chapleau, ou Laurier, ou Lénieux, ou même Bourassa qui a toujours traîné avec lui une demi douzaine d'idées fausses mais dont la vigueur intellectuelle fit sensation. Sans épouser mon sujet, loin de là, je te dis ceci : étude Patenaude. Sous le vernis de sa politesse, tu ne trouveras rien qu'un homme ordinaire qui parle beaucoup mais qui ne dit rien. Voilà !

La veillée s'était prolongée.
A cause de mon analyse, rapidement transformée en monologue, Gosselin (Bolivar) s'était attardé chez moi et je dus lui offrir le gîte pour la nuit ainsi que le seul verre de MacDonald que je possédasse ce soir-là.

Il dormit profondément et moi de même. Pendant que je rêvais à ce que deviendra le Canada dans quarante ans, séparé de la Grande-Bretagne et divisé en trois parties distinctes, libre-échangistes aux deux extrémités, et protectionniste au centre, mon ami Gosselin (Bolivar) rêvait de la même époque, mais ne voyait dans son rêve que la province de Québec émancipée du bien impérial et Montréal débordant les deux rives. Son esprit humoristique l'ayant en songe conduit vers 1975 sur le Champ de Mars, il retrouva là le Marché Bonsecours considérablement agrandi, embelli par deux jets d'eau avec fontaines, et un très beau monument. S'étant approché, il reconnut dans son sombre bronze l'Honorable Esioff L. Patenaude, l'orateur célèbre récemment décédé, le Martignac du Village de Laprairie !

En rêvant, il commença à faire des vers, et les continua éveillé. Quand je me levai, deux heures après lui, il me remis la pièce suivante que je lus avec stupeur : Le sommeil avait produit ce que mon éloquence n'avait pu obtenir :

MONUMENT PATENAUDE
C'était un bavard de talent très mince, Et pendant trente ans il avait été Célèbre chez lui, comme en province Ministre deux fois, toujours député !

Traité d'éminent et de sympathique, Il avait trahi deux ou trois serments, Ainsi qu'il convient dans leur politique, Bref, c'était l'honneur de leur parlement.

Il mourut. Sa clique elle était très fière D'avoir fait monter ce contemporain, Dès qu'il fut enfin muet dans sa bière, Le fit aussitôt revivre en airain !

J'ai vu sa statue ; elle est sur la place Où se tient toujours le marché ouvert ; C'est bien l'orateur, son geste s'efface En un sourire large, un peu de travers.

Mais les "habitants", pauvre multitude, Vendant les produits du pays natal, Sans y voir malice et par habitude, Laisseront leurs baudets près du piédestal.

Et tous les lundis quand les paysannes Attachent les bêtes et les font ranger, Esioff Patenaude harangue des ânes. Et ça ne doit pas beaucoup le changer !

"Pardon, ai-je dit stupéfait, à Gosselin (Bolivar), as-tu pondu cela d'un seul coup, ou bien quelques réminiscences sont-elles venues s'y mêler ?

"On ne sait jamais", répondit-il. L'esprit et la mémoire forment un ménage où la femme donne souvent au mari des enfants qui ne sont pas de lui !

"En effet, ai-je conclu, comme médecin, j'ai déjà vu de ces cas-là.

Docteur U. MOORE.